ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 131 - 16 février 1990 - prix : 8 F

MANDELA EST LIBRE, MAIS L'APARTHEID EXISTE ET TUE ENCORE

M 6189 - 1131 - 8,00 F
3796189008001 11310

MANDELA EST LIBRE

MAIS L'APARTHEID EXISTE ET TUE ENCORE

Il aura donc fallu attendre 27 ans, pour que le leader noir sud-africain, Nelson Mandela, sorte de prison.

Aujourd'hui, les chefs d'Etat du monde entier rendent hommage à Mandela. C'est tout juste si certains ne s'attribuent pas les mérites de sa libération, en invoquant les quelques sanctions économiques symboliques et facilement contournées par les marchands d'armes et de béton, à l'encontre de l'Afrique du Sud. Mais ce que la télévision oublie de rappeler, c'est qu'aux pires moments de l'Apartheid et de la répression en Afrique du Sud, ces mêmes chefs d'Etat en France, en Angleterre, en Allemagne ou aux Etats-Unis, entretenaient avec les représentants du gouvernement blanc raciste sud-africain des relations aussi cordiales qu'avec Ceausescu en son temps...

La vérité c'est que pendant toutes ces longues années, le peuple noir d'Afrique du Sud s'est battu désespérément seul contre la dictature raciste de la minorité blanche qui l'exploite.

Aujourd'hui le gouvernement sud-africain de De Klerk, encouragé par la diplomatie nord-américaine, juge qu'il est temps de desserrer l'étau barbare du régime d'Apartheid, ce vestige de l'esclavagisme, si profondément réactionnaire qu'il finissait par nuire aux affaires des capitalistes eux-mêmes !

★ ★ ★

Les Noirs d'Afrique du Sud peuvent à juste titre considérer aujourd'hui la libération de Mandela et la légalisation des organisations noires, comme une première victoire. Une victoire qu'ils ne doivent qu'à eux-mêmes, même si elle n'est pas encore vraiment acquise. Car l'état d'urgence, c'est-à-dire l'état de guerre contre la population noire des quartiers pauvres, n'est toujours pas levé en Afrique du Sud. On l'a vu le jour même de la libération de Mandela, quand les brigades anti-émeutes ont tué en tirant à vue sur les jeunes des ghettos qui attendaient trop impatiemment la sortie de prison de leur leader.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Quant à la fin de l'Apartheid lui-même, on n'en est encore qu'aux promesses. Les 20 millions de Noirs n'ont toujours pas le droit de voter au même titre que les 5 millions de Blancs en Afrique du Sud.

Le gouvernement blanc de De Klerk distille aujourd'hui d'en haut, prudemment, progressivement, des mesures de libéralisation du régime, en prenant soin d'inviter les chefs des organisations noires à négocier avec lui. Car les privilégiés blancs d'Afrique du Sud ont aujourd'hui peut-être moins à perdre à négocier un partage du pouvoir avec les chefs des organisations nationalistes noires, qu'à affronter directement une nouvelle fois, sans plus pouvoir ni la mater ni la canaliser, la révolte des exploités.

Le peuple noir d'Afrique du Sud obtiendra peut-être la fin progressive de l'Apartheid dans ces conditions.

Ce que va connaître l'Afrique du Sud, c'est peut-être ce qu'ont connu, il y a un peu plus de 20 ans, les Etats-Unis avec la fin de la ségrégation raciale dans les Etats du Sud. Aujourd'hui, heureusement, le racisme institutionnalisé n'existe plus aux Etats-Unis. Bien des maires des plus grandes villes du pays sont des Noirs. Mais ce qui subsiste bel et bien dans ce pays qu'on appelle la plus grande démocratie du monde, c'est la ségrégation sociale, où ce sont d'ailleurs encore les Noirs qui souffrent le plus du chômage, des bas salaires et de la misère. Et cette ségrégation sociale existe partout dans le monde, comme ici en France, où, faut-il le rappeler, toute une partie de la classe ouvrière n'a pas plus le droit de vote que les Noirs d'Afrique du Sud, sous prétexte qu'elle est «immigrée».

Non ! la libération de Mandela n'a pas mis fin à l'Apartheid. Elle n'a surtout pas mis fin à l'injustice sociale.

(Voir nos articles pages 8 et 9).

LA LOI DU DEUTSCHEMARK

Mardi soir 13 février, à Bonn, le chancelier ouest-allemand Helmutt Kohl et le Premier ministe est-allemand Hans Modrow ont annoncé qu'une commission d'experts des deux Allemagnes allait commencer ses travaux dès la semaine prochaine pour étudier les modalités de l'unification monétaire entre la RDA et la RFA. L'unification monétaire est une façon diplomatique de dire les choses, il n'est question en réalité que du remplacement pur et simple en RDA de la monnaie est-allemande par le deutschemark de l'Ouest, sous le contrôle de la banque fédérale. L'introduction du deutschemark comme seule monnaie de toute l'Allemagne pourrait se faire rapidement après les élections du 18 mars en RDA.

C'est que le temps presse. «*Si le deutschemark ne vient pas à nous, nous irons au deutschemark*», disait une pancarte d'un manifestant de RDA pour la réunification, cette semaine. Et en réalité depuis l'ouverture du mur et des frontières entre les deux Allemagnes, l'exode d'Allemands de l'Est vers l'Ouest n'a pas cessé : ils sont ces derniers temps entre 2 000 et 3 000 chaque jour à «*aller au deutschemark*», c'est-à-dire à passer à l'Ouest. Ils sont bien sûr surtout docteurs, infirmières, cadres, techniciens, bref de ceux qui ont le plus de facilité à retrouver un emploi rapidement en RFA, et dont la défection d'ailleurs désorganise encore plus le fonctionnement des entreprises et des services en RDA. Et cela n'a aucune raison de ne pas continuer tant que le déséquilibre économique entre les deux parties de l'Allemagne sera tel qu'on gagne et vit tellement mieux dans la partie occidentale.

Différents scénarios

Reste bien entendu à négocier toutes les modalités de l'opération d'unification monétaire. En premier lieu il s'agit de décider des conditions d'échange des billets est-allemands en billets de l'Ouest. Entre la parité, un mark de l'Ouest contre un de l'Est, qui est le cours officiel, et le cours réel du marché noir qui est de l'ordre de un mark de l'Ouest contre 10 de l'Est, il y a évidemment de la marge. Si la Bundesbank n'est peut-être pas prête à échanger aux détenteurs de billets est-allemands leurs marks sans grand pouvoir d'achat par autant de deutschemark, il lui serait difficile de faire un échange qui ruinerait les détenteurs de marks de l'Est et rendrait les salaires de l'Est si bas que cela ne pourrait qu'accélérer encore l'exode vers l'Allemagne de l'Ouest

Dans un premier temps le directeur de la Bundesbank avait commencé par se faire tirer un peu les oreilles lorsque Kohl avait parlé de l'union monétaire. C'est de bonne guerre pour un financier chargé de gérer les finances fédérales avec prudence. Mais il s'est vite fait une raison : la banque fédérale est décidée à payer, et du coup à assumer de fait, en devenant la seule autorité monéraire des deux Allemagnes, les déficits de l'Etat est-allemand.

Charité bien ordonnée

Bien sûr Kohl n'entend pas faire de cadeau au gouvernement de Hans Modrow auquel il vient de refuser l'aide immédiate de 15 milliards de deutschemarks que celui-ci demandait. Pour l'aide on verra plus tard, et peut-être seulement avec le gouvernement qui sortira du nouveau parlement que la RDA doit élire en mars. D'autant que Kohl et tous les partis ouest-allemands ont leurs poulains dans ces élections de RDA, qui ne sont pas dans le parti de Modrow.

Quant à la Bundesbank, elle tient à ne pas partir à l'aveuglette dans l'aventure. Elle demande au gouvernement est-allemand de lui fournir un inventaire de sa situation financière et économique. Et elle pose à la RDA ses conditions : exiger de la RDA l'accélération des réformes économiques destinées à développer une économie de marché, la libération des prix et la suppression des subventions sur certains produits, le développement de l'économie mixte en facilitant les entrées de capitaux occidentaux dans les entreprises est-allemandes, avec à la clé des projets de rentabilisation de celles-ci. C'est en vue de cette rentabilisation des entreprises est-allemandes que la RFA demande aussi à son voisin la mise en place d'un système d'assurance chômage. La Bundesbank veut bien racheter la RDA, mais pas par philanthropie, ça va de soi.

Une "aide" qui n'est pas nouvelle

D'ailleurs il ne faut pas oublier que depuis la division de l'Allemagne en deux, la RFA a toujours soutenu de fait l'économie est-allemande par divers biais, l'achat à la RDA de «services» comme le paiement pour l'usage des communications vers Berlin, des échanges commerciaux sans barrière douanière, ou depuis des années, l'ouverture d'un prêt sans intérêts à la RDA notamment. C'était déjà une façon de ménager la perspective d'une réunification éventuelle à une époque où celle-ci était loin d'être en vue. Ce n'est évidemment pas pour s'arrêter maintenant.

Le coût de l'opération pour la RFA est difficile à évaluer. Le ministre ouest-allemand des Finances avance le chiffre de 500 milliards de marks (un mark vaut 3,40 francs). Bluffe-t-il ? En tout cas même un tel chiffre n'a pas l'air de l'effrayer. La RFA a visiblement les moyens. Et l'enjeu pour les capitalistes ouest-allemands doit donc en valoir la chandelle.

La RFA a les moyens

Car on a beau nous dire que c'est la crise, les grandes puissances impérialistes ont encore des réserves, et plus qu'on en croit. Nos gouvernants pleurent misère, parlent d'austérité lorsqu'ils causent aux travailleurs, quand il s'agit de leur faire accepter les bas salaires et le chômage pour que vivent les profits des capitalistes. En RFA comme ici. Mais lorsqu'il s'agit d'investir, même dans un premier temps à fonds perdus, pour permettre ensuite aux trusts du pays de s'ouvrir de nouveaux marchés ou de prendre le contrôle de nouvelles usines, ces Etats, qui se disaient en difficulté, ou qui comme la RFA disaient aux travailleurs que seul leur rigueur était le secret de la bonne santé de leur monnaie, ont soudain des finances disponibles. Et au diable la rigueur, Berlin-Est vaut bien un péché !

De toutes les façons l'opération sera avantageuse pour les capitalistes allemands avec des profits assurés.

Ce qui n'empêche bien entendu pas les dirigeants de la RFA de commencer à étudier les possibilités de faire payer une partie de ces frais aux travailleurs ouest-allemands aussi : le dirigeant social-démocrate Helmut Schmitt a émis l'idée de créer un impôt de réunification ; quant au président de l'Association des caisses d'épargne de RFA, Helmut Geiger, il s'est empressé de dire que la semaine des 35 heures et les revendications salariales ne sont vraiment plus de saison...

C'est cela l'unification pour les patrons et leurs serviteurs. L'intérêt des travailleurs des deux moitiés du pays réunifié serait de s'unir, eux, dans un même combat.

Olivier BELIN

URSS Émeutes au Tadjikistan

LES RESPONSABILITÉS DE LA BUREAUCRATIE DANS LES TROUBLES NATIONAUX

L'état d'urgence a été instauré à Douchambé, capitale de la République soviétique de Tadjikistan, une région montagneuse, de tradition musulmane, située à la frontière de l'Afghanistan.

(AFP)

Des troupes du ministère de l'Intérieur patrouillant dans les rues de Douchambé.

Un bruit a couru : des logements allaient être attribués à des réfugiés arméniens évacués d'Azerbaïdjan. Qui a répandu cette rumeur ? On n'en sait rien. Toujours est-il que des Tadjiks mal logés, et ils sont nombreux, ont manifesté devant le siège du Parti Communiste pour protester contre l'attribution de logements aux Arméniens. La milice locale a, semble-t-il, violemment réprimé la manifestation qui a ensuite dégénéré et a tourné à l'émeute. Il y aurait une vingtaine de morts et des dizaines de blessés. L'agence *Tass* parle de *«désordres de masses accompagnés de pogroms»*. Contre qui les pogroms ? Contre les Arméniens, ou plutôt contre les Russes ? La lumière est loin d'être faite sur les événements du Tadjikistan.

Deux jours avant, à Frounzé, capitale de la République voisine du Kirghizistan, un meeting s'était déroulé, exactement sous le même prétexte. Là aussi la répression a été violente, selon un journal soviétique.

Après le Caucase, après les Républiques baltes, et la Moldavie, est-ce au tour de l'Asie centrale soviétique d'être secouée à son tour par la vague de révolte, et par la vague nationaliste ?

Les raisons de se révolter existent partout en URSS. Partout il y a des mal-logés. Souvent, malgré la propagande officielle, on apprend qu'il existe du chômage. Un reportage récent à la télévision a révélé les conditions horribles que connaissaient les habitants de Soumgaït, une ville confite dans les résidus chimiques. Les mineurs russes en faisant grève, il y a quelques mois, ont montré que les conditions de travail et de vie scandaleuses n'épargnent pas les Russes, bien au contraire.

Mais le mécontentement dû aux problèmes sociaux a tendance à prendre un caractère nationaliste : contre les Arméniens, contre les Russes, contre les Juifs, etc.

De toute évidence il y a des gens qui savent organiser, ou en tout cas tirer profit des manifestations qui se déroulent comme à Douchambé ou à Frounzé. Qui sont-ils ? Des politiciens nationalistes ? Des membres du PC local ? Ou encore des membres de l'appareil qui se muent en nationalistes et qui peuvent d'ailleurs être les deux, successivement ou à la fois ?

Il n'y a pas bien longtemps, toujours en Asie centrale, dans l'Ouzbékistan voisin, des pogroms avaient pris pour cible des musulmans d'origine turque, les Meskhts, originaires du Caucase, qui avaient autrefois été déportés par Staline en Ouzbékistan. Mais derrière les émeutiers, on l'a appris par la suite, il y avait des organisations nationalistes qui cherchaient à embrigader la population.

Il est vraisemblable qu'on retrouvera les mêmes ingrédients au Tadjikistan...

★ ★ ★

L'état d'urgence a été proclamé à Douchambé dès le jour des troubles, le 12 février. Les autorités ont cette fois agi avec célérité. Il s'agissait il est vrai des autorités locales.

Il n'en n'avait pas été de même à Bakou lors des récents massacres d'Arméniens. Le pouvoir central avait pris son temps. L'Armée rouge a bien fini par pénétrer dans Bakou, mais pas pour sauver les Arméniens - elle en sauva tout de même, bien entendu - mais parce que le pouvoir local, en Azerbaïdjan, était en train d'échapper aux dirigeants de Moscou.

Cette intervention était sans doute aussi un élément dans le jeu que joue Gorbatchev vis-à-vis des différentes fractions de l'appareil. C'était la preuve, qu'il était capable lui aussi d'utiliser la force, une démonstration d'autorité. Car la préoccupation des bureaucrates, c'est leur pouvoir, et pas le sort des peuples.

Hier, du temps de Staline, celui-ci avait déporté des peuples entiers. Les Juifs, sans être précisément déportés, s'étaient vu reconnaître comme territoire spécifique, le Birobidjan, en Extrême-Orient, une des rares régions d'URSS où n'y avait sans doute jamais eu de Juifs. Les Allemands de la Volga, les Tatars de Crimée, certains Turcs du Caucase, etc., etc. avaient été purement et simplement transplantés, en laissant des dizaines de milliers de cadavres sur les routes, parce qu'ils étaient soupçonnés, par Staline, d'avoir profité de l'invasion allemande de 1941 pour essayer de s'affranchir du joug de la bureaucratie. Proclamés *«traîtres»*, des peuples entiers avaient ainsi été jetés sur les routes de l'Asie centrale.

Aujourd'hui, avec la montée générale du nationalisme en URSS, ces peuples déportés sont parfois rejetés, comme les Meskhts en Ouzbékistan. Et la question de leur éventuel retour, comme celui des Tatars de Crimée, pose des problèmes, car entre temps des Ukrainiens se sont installés à leur place et le terrain est occupé.

Cela c'est l'héritage. Mais un héritage que les différentes fractions de l'appareil songent moins à liquider qu'à utiliser.

On n'est plus au temps de Staline, mais même sous Gorbatchev, les peuples sont des pions qui servent au jeu des bureaucrates. Des bureaucrates locaux qui les poussent dans un sens. Des bureaucrates du Kremlin qui les utilisent dans un autre.

André VICTOR

USA

LA CINQUIÈME BANQUE D'AFFAIRES DE WALL STREET S'EFFONDRE

La Banque Drexel Burnham Lambert est au bord de la faillite. Il s'agit de la cinquième banque d'affaires US, et les autorités monétaires et boursières redoutent que sa chute ait de graves conséquences sur le marché.

La Banque Drexel s'était spécialisée dans les *junk bonds*, les "obligations pourries", des obligations particulières permettant de gros bénéfices, à condition de prendre de gros risques. Grâce à une conjoncture favorable et des opérations réussies, Drexel était parvenue à se hisser parmi les grandes banques d'affaires en quelques années.

Aujourd'hui, c'est la chute. Drexel n'est pas parvenue à payer 100 millions de dollars, ce qui n'est pourtant pas une somme énorme, et par voie de conséquence c'est tout le marché des *junk bonds* qui serait menacé. Il y en a pour 200 milliards de dollars aux USA.

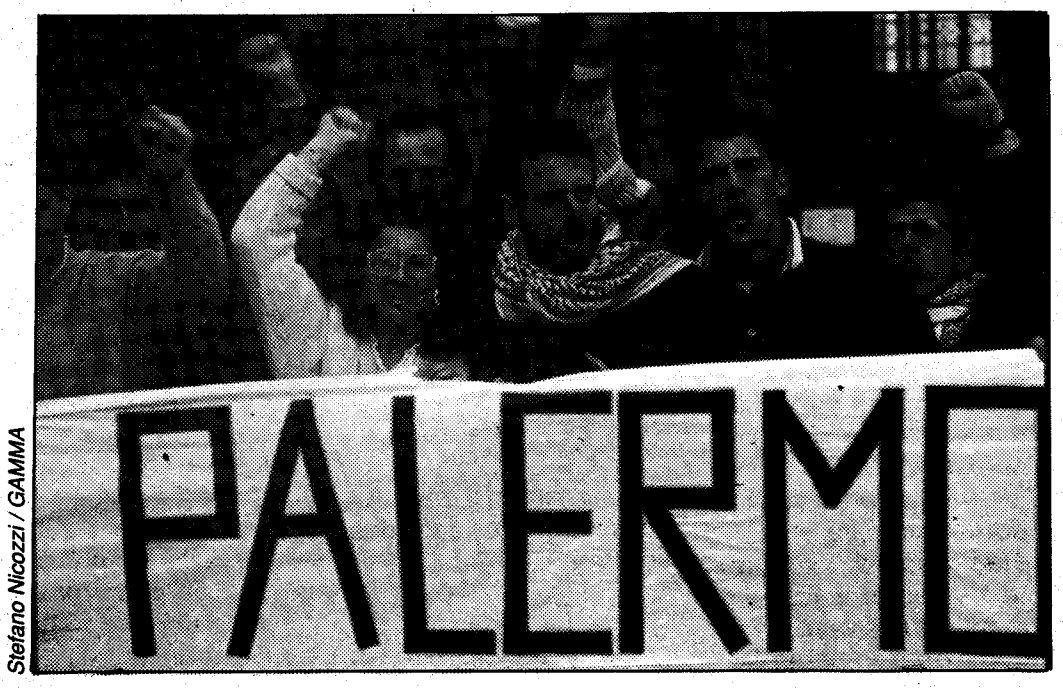
Evidemment on pourrait se dire que Drexel chute pour s'être livrée à des opérations particulièrement risquées et répréhensibles. Elle a d'ailleurs été condamnée à de grosses amendes par les autorités.

Mais on apprend que les investisseurs institutionnels, caisses de retraites, compagnies d'assurances, etc. possèdent les trois quarts des "obligations pourries". Et en fait, la tendance spéculative de l'ensemble du capitalisme actuel le rend tout entier plus ou moins pourri, et donc particulièrement sensible à la moindre menace d'effondrement de l'un de ses secteurs.

Les autres banques vont certainement voler au secours de Drexel, en vue d'empêcher un krach.

Mais une fois de plus, on ne peut que dénoncer ce scandale où l'on voit des financiers, considérés comme véreux ou pas, gaspiller des milliards de dollars en spéculations aventureuses, au risque de faire s'effondrer leur propre système, pendant que des centaines de milliers de pauvres de par le monde s'échinent à contribuer à rembourser leur part de la "dette" de leur pays envers ces mêmes financiers.

UN MOUVEMENT ÉTUDIANT QUI EMBARRASSE LE POUVOIR



Stefano Nicozzi / GAMMA

Le mouvement des étudiants italiens ne fait pas la Une des journaux hors d'Italie. Mais en Italie aussi, la presse préfère consacrer ses colonnes aux manifestations dans les pays de l'Est plutôt qu'à celles qui se déroulent dans le pays même. Et cette attitude de la presse reflète peut-être une certaine gêne que partage, face à ce mouvement, l'ensemble de la classe politique.

Car le mouvement tient et dure. Il a commencé il y a plus de deux mois, le 5 décembre, par l'occupation d'une partie des facultés de Palerme en Sicile. Il s'est ensuite étendu, notamment à partir de janvier, à de nombreuses universités italiennes, ainsi qu'à l'enseignement secondaire. Nombreuses sont les universités occupées par les étudiants, souvent avec le soutien d'une partie des professeurs qui réclament, avec eux, le retrait du projet de loi Ruberti.

Le mouvement s'est choisi un symbole, une panthère, inspiré d'un fait divers récent qui vit une panthère s'échapper de sa cage. Cette "panthère" étudiante est vite devenue populaire. Les tentatives de manifestations de soutien au projet Ruberti (impulsées notamment par les étudiants socialistes et démocrates-chrétiens - les deux principaux partis de la coalition gouvernementale) ont fait long feu. Une manifestation nationale de la "Panthère" le 3 février, à Rome, a rassemblé une centaine de milliers de jeunes venus de toute l'Italie. La protestation partie de Palerme a ainsi pris, en quelques semaines, l'allure d'une épreuve de force politique entre le gouvernement et cette partie de la jeunesse qui s'est mise en lutte.

Au lendemain de la manifestation nationale une manœuvre politique s'est fait jour pour tenter d'isoler le mouvement, de le discréditer dans l'opinion et parmi les étudiants eux-mêmes. La presse a donné - une fois n'est pas coutume - une grande publicité à une initiative étudiante. Les étudiants de la faculté des sciences politiques de Rome auraient organisé un séminaire sur le mouvement d'aujourd'hui et sur ceux "d'hier", en y invitant un certain nombre de personnalités de différents partis, y compris d'ex-membres des "Brigades Rouges". Une partie de la presse a alors consacré ses colonnes à se demander si ce n'était pas la preuve que le mouvement était manipulé par des "extrémistes". Elle a du même coup "révélé" que des enquêtes étaient en cours et évoqué la possibilité d'un recours à la force pour faire évacuer les universités occupées. Et du même coup une campagne se développe contre le "terrorisme" des étudiants qui sifflent certains professeurs ou les représentants démocrates-chrétiens ou socialistes venus défendre, dans leurs assemblées, le projet de loi Ruberti.

Le Parti Communiste Italien soutient le mouvement et y prend même largement part, par l'intermédiaire de son organisation de jeunesse. Mais il n'a pas, face à la campagne de presse, une attitude très claire. C'est ainsi que la présidente (communiste) de l'Assemblée nationale, Nilde Iotti, tout en disant que les accusations de terrorisme étaient fausses, a suggéré que les étudiants évacuent les universités pour ne pas donner prise aux provocations. D'autres dirigeants du parti ont jugé cette prise de position maladroite et l'ont condamnée. Mais l'ambiguïté demeure, y compris dans les colonnes de *l'Unita,* le journal du PCI, qui rend compte des discussions sur le "terrorisme" du mouvement plus largement que du mouvement lui-même.

Pour le moment, la réponse des étudiants de Rome, auteurs de l'invitation aux anciens membres des Brigades Rouges, a été de se déclarer "non-violents". Pour le démontrer, certains ont même cru bon d'appeler à participer à une cérémonie anniversaire de la mort, en février 1980, d'un professeur de l'université assassiné par les Brigades Rouges.

Mais il est évident que la meilleure réponse serait dans la capacité du mouvement à se développer, à donner la preuve de son caractère de masse en entraînant de nouvelles couches des étudiants ou de la jeunesse scolarisée.

André FRYS

Eduardo Fornaciari / GAMMA

Les étudiants contre la privatisation de l'Université

Le projet de loi qui motive la protestation des étudiants italiens, dû au ministre socialiste Ruberti, prévoit pour les universités une "autonomie scientifique et de gestion". *Selon cette loi, une partie du financement des universités pourrait être assurée par des entreprises privées, par exemple par le biais de "contrats de recherches" : moyennant finances, certaines entreprises privées pourraient s'adresser à des universités pour opérer certaines recherches, ou bien elles pourraient financer certaines études par le biais de bourses. En même temps que cette autonomie des universités leur laisserait le soin de se financer elles-mêmes, par l'appel au privé ou par l'augmentation des droits d'inscription, l'Etat chercherait évidemment à se dégager financièrement.*

Le "projet Ruberti" reprend des projets du même genre qui ont fleuri dans les pays européens, entre autres en France, et s'inspire du même libéralisme triomphant à la mode. Il illustre la volonté commune et constante des gouvernements de réduire les dépenses de formation, qu'ils estiment inutiles, et d'adapter l'enseignement, en période de chômage, aux besoins réels de main-d'œuvre. On comprend en tout cas que, pour les mêmes raisons qu'ailleurs, il sème l'inquiétude parmi les étudiants. Les études de nombreux étudiants pourraient être compromises si les droits d'inscription devenaient prohibitifs et si l'inscription en telle ou telle matière dépendait du bon vouloir des entreprises locales. Les universités du sud ou des îles notamment, déjà les plus pauvres, auraient toutes chances d'être laissées pour compte. A moins d'envisager qu'en Sicile, par exemple, elles soient financées par le principal trust local, la mafia...

Un projet d'aménagement de la région parisienne

IL Y A TRES LOIN DU PROJET À LA RÉALITÉ

***«L'envolée des prix dans le centre, la disparition des logements anciens à bon marché, la stagnation du nombre des logements locatifs, le ralentissement de la construction neuve»,* tels sont quelques-uns des maux que connaissent bien les habitants de Paris et de la région parisienne. A cause d'eux, il faut aller se loger de plus en plus loin de Paris, sans être toujours assuré de payer un loyer moins cher, mais en étant certain, en revanche, d'avoir une sacrée rallonge en temps de transport, avec les frais afférents.**

Ces problèmes vécus depuis des années par des millions de banlieusards et parisiens viennent toutefois d'être recensés (avec tant d'autres choses qui ne vont pas) dans le *Livre blanc de l'Ile-de-France.* Celui-ci, réalisé sous l'égide du gouvernement, devrait soi-disant proposer des solutions.

C'est ainsi que, sur le papier blanc du livre de même couleur, l'avenir de la région parisienne apparaît en rose ; et en l'an 2000, ce devrait être un vrai plaisir que d'y vivre. Par exemple, parmi les mesures préconisées, figure la construction de 55 000 à 65 000 logements chaque année, pendant vingt-cinq ans. Pour les transports en commun, pas moins de 10 milliards par an, pendant vingt ans, devraient permettre d'assurer en douceur les 25 millions de déplacements annoncés pour l'an 2015. La ligne A du RER serait prolongée, de même que les lignes N°1 et N°13 du métro. Une nouvelle ligne automatique Météor et une ligne SNCF Eole viendraient améliorer les liaisons inter-banlieues qui en ont bien besoin. Le réseau d'autoroutes serait développé, en particulier grâce à la création d'une autoroute circulaire, de banlieue à banlieue, autour de Paris, la Francilienne. En fait, côté gouvernement comme côté opposition, c'est bien plutôt la foire d'empoigne qui commence autour du gâteau que représentent l'Ile-de-France et son nouveau projet d'aménagement !

En même temps que le *Livre blanc* était rendu public, le RPR et l'UDF, qui détiennent la majorité au sein du puissant Conseil régional, annonçaient la publication de contre-propositions contenues dans leur *Livre bleu !* En décidant de prendre en main ce qu'il appelle le «grand chantier» de l'Ile-de-France, Michel Rocard marcherait sur leurs plates-bandes ; ce qu'ils ne peuvent tolérer. D'autant moins que l'enjeu est de taille. Les 600 km d'autoroutes, les prolongements des lignes de métro et RER, les chantiers de construction de logements, d'universités, etc., impulsés par l'Etat, devraient représenter des sommes colossales, des marchés pharaoniques pour tous les Bouygues, Spie et autres marchands de béton intéressés au premier chef par les projets. Qui distribuera les commandes est évidemment une question de première importance !

En revanche, la question de savoir comment empêcher la population qui travaille d'être rejetée dans des logements toujours plus éloignés, d'interdire aux loyers de grimper de façon outrancière, de multiplier les logements confortables et bon marché, devient secondaire face à la rapacité des requins du bâtiment. Ceux-ci continueront à chasser le bon emplacement pour construire des bureaux ou des appartements de luxe dans Paris. En banlieue, la proximité des stations de métro ou de RER leur permettra d'abord de vendre toujours plus cher leurs mètres carrés à des propriétaires qui pourront louer eux aussi plus cher. Contre cela, le *Livre blanc* n'annonce bien sûr aucun projet, n'offre aucune garantie.

On pourrait se dire qu'après tout, il est secondaire de savoir qui, de Bouygues ou d'un autre bétonneur, emportera le marché, si en fin de compte cela se traduisait par une amélioration de la situation – encore que dans ce cas, on le sait, tout le monde ne saurait être logé à la même enseigne. Mais on n'est même pas sûr que cela ralentira sa détérioration ! Car tous ces plans qui apparaissent cohérents, logiques, prévisionnels, sont réalisés par des gens liés aux grosses sociétés, dont le cadet des soucis est bien de répondre aux réels besoins de la population.

Lucienne PLAIN

Pour une fois Rocard, en compagnie de Delebarre, a pris un train de banlieue. Il n'a pas l'air heureux. On le comprend...

(Ph. AFP)

Ph. Arc

Conteneur de déchets à l'usine de La Hague.

LES DÉCHETS NUCLÉAIRES RETOMBENT SUR LA FIGURE DES GOUVERNANTS

Le gouvernement Rocard a finalement reculé sur un certain nombre de projets qui mettaient en cause l'environnement.

Pour l'aménagement du cours de la Loire, quatre barrages étaient prévus. L'un semble abandonné, un autre extrêmement réduit et les deux derniers réexaminés. En ce qui concerne le stockage des déchets nucléaires à grande profondeur, quatre sites avaient été retenus, et des travaux préliminaires devaient s'y dérouler. Tout ceci est «gelé» pour un an, aux fins, là aussi, de réexamen.

Dans plusieurs de ces endroits, la population s'était mobilisée. Elle n'avait pas été consultée, et elle ne voulait pas que l'on détériore sa région ou qu'on la transforme en poubelle. Des manifestations importantes s'étaient déroulées. Dans plusieurs endroits. Il avait fallu envoyer des gendarmes mobiles, qui étaient censés permettre aux techniciens d'effectuer leurs travaux. Mais parfois, comme à Bourg-d'Iré, dans le Maine-et-Loire, les gendarmes avaient été eux-mêmes complètement encerclés par les tracteurs des paysans, et les techniciens ne pouvaient accéder au site.

Dans un certain nombre de régions, le gouvernement était donc en train de se déconsidérer, et cela commençait à se traduire sur le plan électoral, puisque les écologistes avaient obtenu l'an passé 22 % des voix aux élections municipales du Puy, concerné par l'un des barrages sur la Loire.

Bref, il devenait urgent d'attendre, d'autant que les barrages ne sont pas d'une extrême importance et que, pour les déchets nucléaires, on peut les conserver encore quelque temps là où ils se trouvent.

Cela dit, il faudra bien un jour résoudre le problème des déchets. La gauche peut évidemment attendre que la droite revienne au pouvoir pour lui céder le bébé. Mais comment le faire disparaître ?

Il y a quelques années, lorsque le programme des centrales nucléaires a démarré, les politiciens et techniciens qui l'avaient décidé n'ont pas consulté la population, sous prétexte qu'elle ne saurait comprendre ces choses-là. Et ils ont affirmé que ce serait la panacée. L'électricité reviendrait meilleur marché qu'ailleurs et la France serait indépendante des fournisseurs de pétrole.

Le bilan n'a jamais été tiré depuis. Certes, le nucléaire fournit la majeure partie de l'électricité du pays. Mais les pays voisins qui n'ont pas choisi le «tout nucléaire» semblent survivre et ne pas se porter plus mal que la France. L'EDF s'est endettée dans des proportions énormes, et c'est bien évidemment l'usager ou le contribuable qui paye. Quant à la dépendance, elle s'est déplacée des producteurs de pétrole à ceux d'uranium. Et puis il y a la fameuse question des déchets. Pendants des années on a pu remettre leur sort à plus tard. On a construit des usines de retraitement pour en diminuer le volume. Mais on ne parvient pas à les faire disparaître totalement. Et leur durée de vie se mesure parfois en milliers d'années.

Au début du programme nucléaire, les responsables s'étaient gardés d'informer la population que ce problème arriverait inexorablement à être posé. Et aujourd'hui personne n'accepte ces déchets.

Il paraît que, dans bien des cas, les craintes populaires seraient exagérées, que toutes les précautions sont prises et que l'on s'affole pour pas grand-chose. Peut-être. Mais les gens n'ont pas confiance, et s'ils n'ont pas confiance c'est parce qu'on les a trop trompés sur trop de choses et que, lorsqu'un politicien parle, on le suspecte aussitôt de mentir.

A.V.

LES ASSISES DU RPR

JEUNES POULAINS ET VIEUX LOUPS DANS UN PANIER DE CRABES

(AFP)

Grand spectacle au Bourget. Les Assises du RPR ont constitué un des points forts, mais pas le point final, de la bataille de communiqués que se livrent certains barons du gaullisme. Ce feuilleton politicien a au moins le mérite de servir de remplissage aux journaux télévisés en mal d'actualités intéressantes et vient s'ajouter à celui joué, dans le même temps, par les socialistes. Mais on aurait tendance à croire que les deux productions ont été créées par un même scénariste, sans grande imagination, tant les rôles et les répliques se ressemblent.

La couple Chirac-Juppé l'a emporté. Le maire de Paris avait menacé de démissionner de son poste de président du mouvement si la motion qu'il soutenait n'obtenait pas les deux tiers des mandats. Comme il les a obtenus - de justesse - il reste donc à son poste.

Il est difficile dans tout cela de s'y retrouver. Sans avoir la prétention de démêler toute cette embrouille, on croit pouvoir discerner qu'il y a d'un côté ceux qui, autour de Michel Noir, préconisent une fusion de toute l'opposition dite modérée, de l'autre le couple Pasqua-Séguin qui s'y oppose et qui souhaiterait une intervention plus spécifique du RPR. Et entre les deux, Chirac, flanqué de Juppé, qui essaye de jouer les arbitres.

Mais derrière ces différences tactiques, au demeurant fort fluctuantes - la composition des "camps" a déjà changé dans les mois passés, et ce n'est certainement pas fini - il y a les calculs et les ambitions, à peine voilées, des uns et des autres.

Le problème qui domine les débats au sein du RPR est bien évidemment celui de redevenir la majorité. Cette question en appelle une autre : comment ? Et question subsidiaire, mais qui n'est pas sans importance : au profit de qui ?

Comment reprendre la majorité au Parti Socialiste, et comment jouer le rôle dirigeant au sein de la droite ? La solution à cette équation politique se heurte à deux difficultés : les rapports de forces électoraux au sein de l'opposition mais aussi, et peut-être surtout l'influence électorale du Front National. Séguin l'a souligné : *"Le débat n'est pas entre les partisans et les adversaires de je ne sais quel arrangement avec le Front National... Nous n'avons pas d'autres ambitions que de rendre à l'extrême-droite réactionnaire et raciste le niveau qu'elle n'aurait jamais dû quitter : 2 à 3%. Mais nous n'y arriverons pas en nous contentant de livrer Jeanne d'Arc à Le Pen et en lui laissant la famille et la patrie en prime."*

Cette Jeanne-là est fort courtisée. Difficile de savoir si elle apporterait les voix convoitées par le RPR. Mais sans attendre, l'un des intervenants, Kaspereit, a choisi le langage des lepénistes en déclarant : *"Si la France est une terre d'asile, elle n'est pas le dépotoir des pays voisins."* Mais il ne suffit pas de chasser sur le terrain de Le Pen pour reconquérir ses électeurs, et cela ne suffit pas forcément pour redevenir la majorité, même la majorité de la majorité. Il y a aussi l'électorat dit modéré que se partagent d'autres formations dont les leaders ont eux aussi des ambitions. Giscard, Léotard et sans doute d'autres. Il y a aussi cette fraction des électeurs qui votait pour la droite et qui s'est tournée par deux fois vers Mitterrand. Il faudrait récupérer des voix de ce côté-là aussi. La contradiction n'est pas facile à assumer.

Et puis, autre question, qui est liée à la précédente, mais qui ne se confond pas totalement avec elle : qui sera choisi pour la course à l'Elysée ? Chirac essaye de jouer les cracks, mais il peine. Il essaye de chausser les bottes de De Gaulle, mais ni la stature de l'homme, ni la situation ne lui permettent de le faire autrement que sous la forme d'une parodie bouffonne : en interpellant son mouvement, faute de pouvoir s'adresser au "pays", dans le style : "moi ou le chaos", et en ne recueillant péniblement que les deux tiers des mandats. Un intervenant aux Assises gaullistes faisait tristement cette remarque : *"Nous sommes en train de devenir un parti comme les autres, un parti banal"*. Eh oui. On peut même dire que cela fait un bon moment que c'est fait. D'autres poulains font leur calcul en regardant à leur droite ou à leur gauche ce qu'il y aurait à ramasser, piaffent et envisagent de se mettre sur les rangs eux aussi, pour les Présidentielles.

Qui prendra le départ ? C'est le suspens de ce feuilleton. Réponse sans doute quelques mois avant 1993.

Jean-Pierre VIAL

LA GRÈVE DES INTERNES ET DES CHEFS DE CLINIQUE

Voilà donc la grève des internes et chefs de clinique rejointe, au moins pour une journée, par trois syndicats de médecins libéraux et par un certain nombre de chefs de services hospitaliers, chirurgiens et enseignants universitaires... dont l'inévitable Léon Schwartzenberg, élu socialiste au Parlement européen.

Dans cette grève, chacun poursuit ses intérêts, les médecins libéraux demandent le relèvement des tarifs conventionnés, les internes et chefs de clinique, le libre accès au secteur II, les hospitaliers un relèvement de leur revenu, et tous prétendent agir au nom de la santé publique, c'est-à-dire pour notre bien à tous. Bien sûr, çà et là d'autres sons de cloche retentissent du genre *«Nous avons sauvé l'école libre, sauvons la médecine libre»* ou plus insidieux *«Nous défendons la liberté pour les malades de choisir son médecin»*, ou tout simplement *«Vive la médecine libérale»*.

Cette conjonction de «grève» s'explique par la proximité de négociations qui doivent renouveler la convention signée entre les représentants de la profession et le Conseil National de l'Assurance Maladie, le tout devant être paraphé par le gouvernement. C'est donc bien le moment, pensent les médecins, de se faire entendre.

Le gouvernement et tout particulièrement le ministre Evin essayent, eux, de «désolidariser» le front qui s'esquisse. C'est ainsi que sur injonction du ministre, le CNAM (branche maladie de la Sécurité sociale) vient d'accorder aux internes et chefs de clinique, un des points centraux de leur revendication : le libre accès au secteur II du moins jusqu'à la signature de la nouvelle convention.

Rappelons que depuis 1980, le secteur conventionné de la médecine, largement majoritaire (les médecins non conventionnés ne représentent pas 1 % de la profession), est divisé en deux secteurs : le secteur I, où les médecins appliquent le tarif conventionné réglé par la Convention, (85 F pour un généraliste, remboursé au malade par la SS à 75 F) et comportant pour le médecin un certain nombre d'avantages fiscaux et le bénéfice d'une convention sociale. 85 % des médecins généralistes sont, paraît-il, dans ce secteur I. Et le secteur II, où les honoraires sont libres, mais remboursés par la Sécurité sociale à 75 F quel que soit le prix de la visite. Là se trouvent l'immense majorité des médecins spécialistes.

Evidemment de plus en plus de futurs médecins demandent à être dans le secteur II qui allie (pour eux) l'avantage de la liberté des honoraires avec la garantie d'une clientèle «aidée» par la Sécurité sociale. Peu de risque et plus d'argent. Les avantages de la médecine libérale avec le soutien d'Etat ou plutôt de la collectivité au travers de la Sécurité sociale.

Et tant pis si cela confirme la permanence d'une médecine pour les pauvres et d'une autre pour les riches, les aspirants au secteur II sont au-dessus de ces considérations liées à un système, qu'ils ne contestent pas et dont ils bénéficient.

Quant au gouvernement, qui lui aussi prétend se battre pour la santé publique, il se soucie avant tout de rogner sur les dépenses médicales et pharmaceutiques.

Au bout du compte, celui qui paiera d'une façon ou d'une autre, ce sera le malade ou sa famille et cela leur sera d'autant plus dur qu'ils auront moins de ressources.

C.B.

Afrique du Sud

VERS UNE SO

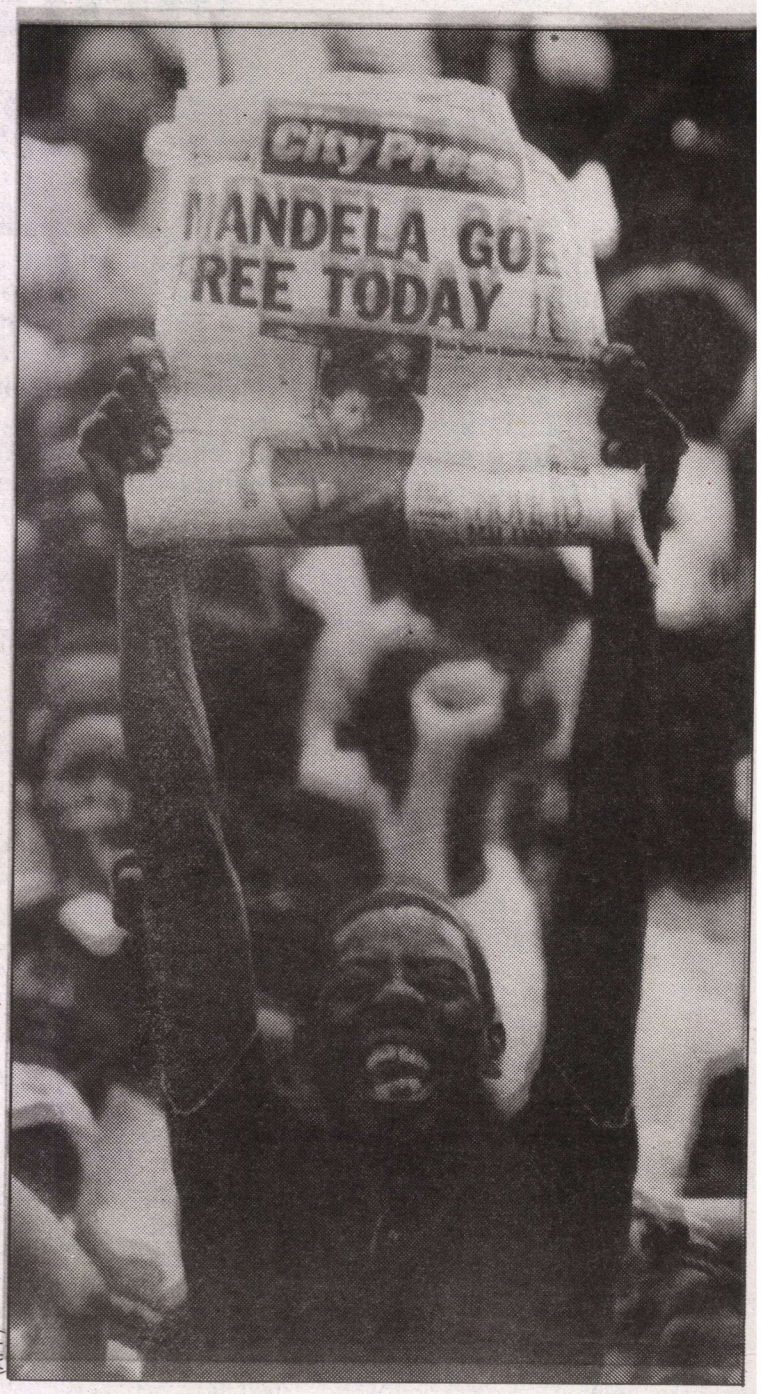
Le jour de sa libération, Mandela appelait à la *«continuation de la lutte armée»* et à *«la négociation avec le gouvernement de Frederik De Klerk (...) un homme sincère»*.

Le même jour, il prévenait les jeunes Noirs de son pays trop impatients : *«Pas un seul d'entre vous ne doit se livrer à un acte qui pourrait laisser croire que nous ne contrôlons pas le peuple»*.

Deux jours après, devant les 100 000 Noirs qui l'attendaient au stade de Soweto, il a commencé et terminé son discours par un appel à la *«discipline»* : *«Retournez dans vos écoles, dans vos mines, dans vos usines, dans vos communautés»*, a-t-il lancé.

Si Mandela est écouté, l'espoir de la fin de l'Apartheid en Afrique du Sud ne s'accompagnera donc pas de manifestations de rue intempestives, ni de grève générale. S'il parvient à jouer le rôle que le gouvernement blanc de De Klerk lui a dévolu, la sortie de l'Apartheid ne se fera pas sous la pression du peuple noir.

Elle se fera progressivement, sagement, modérément, si, si... si le peuple veut bien se laisser contrôler par celui qui le jour de sa libération s'est prétendu son serviteur et non son prophète.



(AFP)

Des négociations qui ne se font pas sous la pression populaire

☐ Décidément, les changements politiques les plus spectaculaires, de l'Europe de l'Est à l'Afrique du Sud, prennent aujourd'hui la même tournure. Les anciens proscrits et les anciens détenus sont invités à partager le pouvoir avec leurs anciens geôliers. Les Walesa, les Vaclav Havel, les Mandela, les Jaruzelski et les De Klerk s'épaulent et joignent leurs efforts, afin de «maîtriser», «contrôler» le processus de libéralisation qu'ils souhaitent progressif dans leurs pays respectifs.

Mais, à tout prendre, ce n'est pas la première fois qu'on sort un opposant de prison pour le pousser vers le pouvoir.

Et ces processus de libéralisation contrôlée reçoivent le parrainage bienveillant, sinon concerté, des deux grandes puissances, l'URSS et les Etats-Unis, chacun usant des «encouragements» diplomatiques nécessaires auprès des dictatures qu'il protégeait jusque-là. Tout s'engage d'en haut, à pas délibérés mais comptés. En Afrique du Sud, c'est ainsi que Mandela, il y a 9 mois, encore prisonnier, avait été reçu par Pieter Botha pour à la fois négocier la libération de certains de ses compagnons (qui a eu lieu en novembre) et le contenu de l'évolution politique actuelle.

En Afrique du Sud, le pouvoir blanc n'est pas aux abois. Frederik De Klerk n'a pas décidé, contraint et forcé, de négocier avec les leaders noirs. Il n'agit pas sous la pression populaire. Ce serait plutôt l'inverse. En Afrique du Sud, on est loin aujourd'hui de la situation d'émeutes quasi insurrectionnelles dans certaines townships en 1985 et 1986. Loin des grandes grèves de mineurs qui ont suivi. Depuis 1986, le gouvernement a décrété l'état d'urgence. Une répression systématique s'est abattue sur le mouvement noir. Bien des militants ont dû retourner à la clandestinité. Au sein même du mouvement nationaliste noir, les rapports de force ont basculé en faveur de l'ANC (au travers de règlements de comptes souvent sanglants), mais dans un contexte général de recul du mouvement.

La prépondérance actuelle de l'ANC n'a pas été acquise à l'issue d'une offensive victorieuse du mouvement de masses, mais bien plutôt à l'issue d'affrontements d'appareils politiques et para-militaires, sans que les masses noires elles-mêmes puissent arbitrer quoi que ce soit, dans le contexte général de la répression.

Un contexte international d'entente entre l'URSS et les Etats-Unis

☐ Quant aux offres qui sont aujourd'hui faites à l'ANC par le gouvernement blanc, elles arrivent aussi dans un contexte international particulier : celui de la détente militaire entre les deux Grands, qui aboutit accessoirement à ce que le gouvernement américain d'un côté diminue ses livraisons d'armes aux guérillas anti-communistes (en Afghanistan, en Angola) et à ce que l'URSS de l'autre côté diminue son aide militaire au Nicaragua et en Afrique à des mouvements comme l'ANC (qui avait ses camps d'entraînement militaire dans les pays africains jouxtant l'Afrique du Sud).

En somme, tout se passe comme si le règlement politique en cours en Afrique du Sud, avec l'ouverture prochaine d'une table ronde avec les organisations nationalistes noires, faisait aussi partie d'un règlement d'ensemble de certaines situations conflictuelles dans le monde.

Comment sortir de l'Apartheid ?

☐ Aujourd'hui, le régime odieux de l'Apartheid représente sans doute un coût politique trop important pour la bourgeoisie d'affaires sud-africaine. L'Afrique du Sud a bien des traits de pays sous-développé, mais elle est néanmoins le pays d'Afrique le plus riche, sa seule véritable puissance industrielle, avec une classe ouvrière noire très concentrée. Les puissances impérialistes protectrices de l'Afrique du Sud, comme la grande bourgeoisie sud-africaine elle-même, peuvent estimer qu'une démocratisation du régime, l'association de l'intelligentsia et de la petite bourgeoisie noire aux affaires politiques (comme aux affaires tout court) peuvent leur permettre de s'offrir une paix sociale à un prix bien moindre que la répression d'explosions sociales chroniques. Bien sûr, il y a des obstacles politiques à cela. Parmi les 5 millions de Blancs, il y a tous ceux qui craignent de perdre leurs privilèges particuliers de Blancs avec la fin de l'Apartheid (et à qui il faudra offrir des «garanties», comme vient de le dire Mandela lui-même). Mais le véritable obstacle vient surtout de l'énorme potentiel explosif que représente un prolétariat noir de 20 millions de personnes qui, après des décennies de semi-esclavage, pourrait aspirer à une véritable révolution sociale.

Et c'est ce potentiel social qu'il s'agit de contrôler. Et qui peut mieux contrôler les masses noires des immenses townships d'Afrique du Sud, que les organisations nationalistes noires elles-mêmes, qui se sont mises à leur tête pendant toutes les années de résistance à la dictature blanche ?

L'ANC et les autres

☐ Reste un autre problème : l'ANC ne fait pas forcément encore l'unanimité chez les Noirs.

A l'époque des grandes manifestations dans les townships, d'autres organisations aussi radicales, voire plus radicales, étaient au moins aussi influentes au sein de la jeunesse des ghettos, même si elles ont été marginalisées depuis par la répression et combattues par l'ANC. Le langage aujourd'hui modéré de Mandela ne conviendra pas forcément à une partie de cette jeunesse. D'autres organisations nationalistes pourraient s'appuyer sur des sentiments plus radicaux, pour revendiquer elles aussi leur part dans une éventuelle participation au pouvoir en Afrique du Sud. Et cette compétition ne se déroulera pas forcément de façon pacifique !

RTIE BIEN CONTRÔLÉE DE L'APARTHEID ?

Les affrontements entre Noirs au Natal

☐ Il y a aussi bien sûr le problème particulier des affrontements sanglants entre Noirs au Natal (qui ont fait plus de 50 morts depuis la libération de Mandela). Mais, paradoxalement, ce n'est peut-être pas la préoccupation essentielle du pouvoir blanc actuel (ni même peut-être du dirigeant de l'ANC).

Quand Mandela invite la jeunesse et les travailleurs de Soweto à la discipline et les invite à retourner dans leurs écoles et leurs usines, ce n'est pas aux «débordements» des conflits dits «inter-tribaux» du Natal qu'il fait allusion. Les massacres qui ont lieu entre les milices anti-communistes de Buthelezi et celles de l'ANC dans les ghettos de la banlieue de Durban (et qui prennent souvent l'allure de progroms) n'ont rien à voir avec des «débordements» populaires. Loin de déborder qui que ce soit, c'est bien plutôt la population qui en l'occurrence est quadrillée par des milices rivales qui se battent pour son contrôle. La population est bel et bien contrôlée... et terrorisée !

Pour ce qui est du Natal, il faut aussi rappeler que cette guerre, qualifiée abusivement d'inter-tribale par le régime blanc, a commencé avec les beaux jours de la répression blanche, après les émeutes de 1985 et 1986, et que les milices «zoulous» de Buthelezi ont reçu l'appui de la police sud-africaine et ont souvent servi de bandes supplétives pour le retour à l'ordre dans les ghettos. Dans les futures négociations, le pouvoir blanc saura sans doute donner une place à Buthelezi...

(AFP)

Des milices «zoulous» en action.

Quel rôle pour Mandela ?

☐ Le problème sans doute plus délicat est par contre de faire admettre Mandela comme le leader qui fait l'unanimité au sein du reste du mouvement noir qui ne s'est pas compromis avec le régime. C'est bien pourquoi De Klerk a été chercher un homme... en prison depuis 27 ans ! La retraite politique de Mandela a été involontaire, mais les circonstances font qu'aujourd'hui, il peut faire figure de l'homme au-dessus des factions rivales (au-dessus des partis, comme on dirait ici !). Bien sûr, il est un dirigeant de l'ANC, mais dont la nouvelle personnalité «d'homme d'Etat», que tout le monde s'accorde à lui reconnaître voire à lui fabriquer aujourd'hui, peut contribuer à assurer l'hégémonie de l'ANC sur les autres mouvements.

(AFP)

De Klerk et Mandela.

Ce qui est prévisible et ce qui ne l'est pas

☐ Voilà pour les calculs politiques, et du pouvoir blanc, et de ses interlocuteurs noirs actuels. Reste la principale inconnue, celle des masses noires sud-africaines elles-mêmes.

Les élites noires régleront sans doute leur propre problème social avec la fin de l'Apartheid : les avocats, les médecins, les professeurs noirs, pourront s'installer à meilleur compte là où ils le veulent... Les nouvelles libertés d'installation et de circulation dans le pays donneront de véritables possibilités d'ascension sociale et financière à la petite bourgeoisie noire.

La finance sud-africaine (et anglo-saxonne), trouvera aussi sans doute de quoi permettre au gouvernement sud-africain d'améliorer un peu le système scolaire accessible aux Noirs, voire à donner aux appareils syndicaux noirs des postes et des avantages comparables à ceux dont leurs équivalents bénéficient dans les pays riches.

Mais le gros du prolétariat noir sud-africain et la jeunesse des ghettos ne se contenteront peut-être pas d'une émancipation politique qui ne change rien à leur propre situation sociale. Mais il est vrai que cela n'est pas un problème propre aux Noirs d'Afrique du Sud...

Huguette CHEVIREAU

(AFP)

La grande inconnue c'est la réaction des masses noires.

ROCARD MISE SUR LES MACHINES À SOUS

Rocard vient de trancher, c'est un «oui» résolu en faveur des machines à sous : pour lui, elles constituent *«un enjeu financier, économique et social»*.

Pourtant quand Pasqua avait autorisé en 1988 leur implantation dans quinze casinos, Defferre avait poussé les hauts cris, de même qu'aujourd'hui Joxe, qui explique que *«le jeu sert à blanchir l'argent de la drogue, du recel, de la criminalité»*... Et c'est le ministre de l'Intérieur qui le dit !

Seulement, le prélèvement de l'État sur les recettes des casinos est passé du simple au double dans les casinos qui ont lesdites machines. Car ces machines présentent l'avantage sur les jeux classiques des casinos, tels la roulette ou le baccara, réservés aux snobs ou aux riches, de s'adresser à une clientèle même peu argentée. C'est dans des zones très défavorisées, et à fort taux de chômage comme à Dunkerque, ou encore Amnéville, dans la banlieue de Metz, qu'elles font recette. La station thermale d'Amnéville s'est créée en 1985 et se développe, grâce à son casino équipé des fameuses machines miraculeuses.

Voilà pourquoi Rocard a tranché en faveur du maintien et même de l'extension de la loi Pasqua. Il envisage d'autoriser de nouvelles implantations sur les bateaux.

Si argent «sale» il y a, l'État le blanchira.

Les bulles se coincent

Ce serait, selon le directeur de Perrier, parce qu'un employé aurait nettoyé au benzène une pièce de la chaîne d'embouteillage qu'on aurait retrouvé des traces de ce produit dans quelques bouteilles de l'eau gazeuse aux USA et au Canada.

«Perrier c'est fou !» dit la pub. En effet. C'est déjà assez fou de faire traverser l'Océan à des bouteilles d'eau. C'est encore plus fou lorsqu'on sait que dans le Nouveau Monde, boire du Perrier c'est considéré comme plutôt snobinard.

C'est ainsi que Perrier était en train de s'implanter doucement sur le marché nord-américain. Mais il ignorait que le benzène, en se glissant dans l'eau à bulles, était en train d'en faire autant.

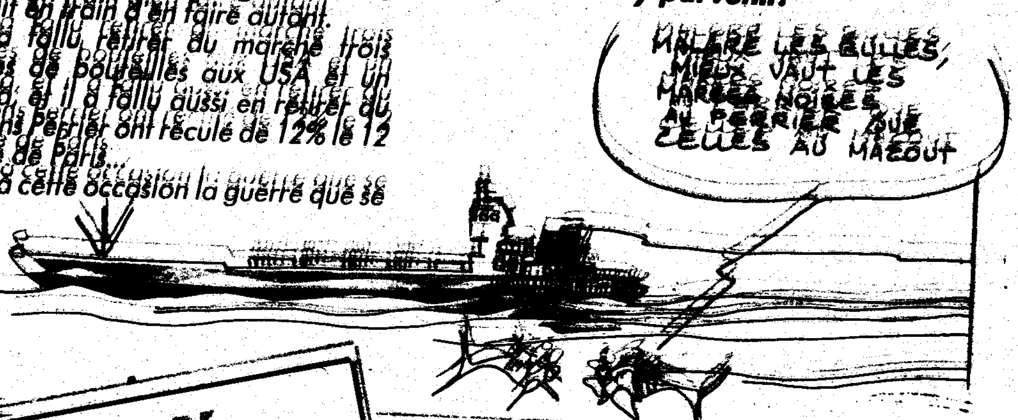
Résultat : il a fallu retirer du marché trois millions de caisses de bouteilles aux USA et un million au Canada, et il a fallu aussi en retirer du Japon. Et les actions Perrier ont reculé de 12% le 12 février à la Bourse de Paris...

On a évoqué à cette occasion la guerre que se livrent les modernes marchands d'eaux. On a parlé du français Evian, de l'italien San Pellegrino, et de quelques autres non moins assoiffés, qui se disputeraient une part du juteux marché américain. Cela est bien possible, car dans les eaux troubles du monde des affaires, tous les coups bas sont bons.

Il n'y a pas que le benzène qui pollue l'eau gazeuse ou plate, il y a aussi l'argent. Et cela ne sent pas meilleur.

LA MARÉE EST EN NOIR

Nouvelle marée noire en Californie, vers Los Angeles. Manifestement, les pétroliers ont un plan : couvrir petit à petit toutes les mers du monde d'une nappe de pétrole. Ils sont en train d'y parvenir.



La dernière étoile

La dernière étoile rouge vient de disparaître du ciel hongrois. Depuis 40 ans, elle dominait le Danube, du haut de la coupole du Parlement de Budapest, elle en a été descendue en quatre jours.

Les candidats ne manquaient pas pour ce travail : vingt-cinq entreprises s'étaient mises sur les rangs. Finalement c'est un artisan de Budapest qui a été l'heureux élu, car il proposait de la démolir sans gros moyens (ni hélicoptère, ni canon), mais proprement, morceau par morceau et le tout pour pas cher.

L'étoile rouge a donc au moins un heureux à son actif, car il en attend un bénéfice... en vendant les débris aux amateurs, comme cela se fait déjà pour les «vrais» morceaux du mur de Berlin, de barbelés de la frontière austro-hongroise... comme cela se faisait jadis avec les «vrais», ou supposés tels, morceaux de la «sainte croix» ou de la couronne d'épines...

La superstition fait toujours le même miracle : celui d'enrichir ceux qui en font commerce.

LA MAIN DROITE IGNORE CE QUE FAIT L'EXTRÊME-DROITE

Aux élection municipales du Luc dans le Var, c'est une liste RPR-FN qui vient de l'emporter de justesse devant le PS.

Alors que les ténors du RPR prétendent ne pas vouloir se compromettre avec Le Pen, sur le plan local ils s'acoquinent sans pudeur. L'Évangile selon saint Luc est leur seul crédo.

LA BELLE ITALIENNE

Une Ferrari de 470 chevaux a été adjugée [illegible] pour des prix allant de 800 000 F à 2 millions...

De l'argent, il y en a... pour les voitures de collection !

DU POGNON ET DES GNONS

Le match de boxe Tyson-Douglas fait scandale. On ne sait qui a gagné, chacun des adversaires ayant envoyé l'autre au tapis. Mais l'arbitre a compté lentement, beaucoup trop lentement lors de la chute de Douglas. Pourquoi ? Parce qu'il savait que pendant ce temps les sous tombaient vite, très vite.

(Ph. AFP)

... OUVRIÈRE ...

HALLE POLYVALENTE - MONTBÉLIARD

LUTTE OUVRIÈRE

[illegible]

ABONNEMENTS

[illegible]

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
PRÉNOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL ET VILLE :
COMPLÉMENT D'ADRESSE :
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de :
(rayer la mention inutile)
Ci-joint la somme de :
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON : CCP [illegible] - PARIS

Négociations salariales de la Fonction publique

LES FORÇATS DU STYLO FÉLICITÉS PAR ROCARD

Rocard est content de ses syndicalistes. Tout au moins il est content des syndicalistes qui n'ont pas *«cédé aux chants des sirènes d'une contestation vaine à force d'être systématique»*, c'est-à-dire des cinq syndicats de fonctionnaires, CFDT, FEN, CFTC, CGC et FGAC (Fédération autonome des fonctionnaires), qui ont eu le «courage» (selon l'expression du Premier ministre) de signer l'accord salarial que leur proposait le ministre de la Fonction publique.

La CGT, et même FO, par contre, ont refusé de signer cet accord et ont quitté la salle des négociations.

Gamma

Michel Durafour face aux représentants syndicaux.

Car qu'a apporté de neuf ce *«moment historique»*, selon l'expression même de Rocard, la cérémonie de signature ? Une petite refonte de la grille salariale des fonctionnaires, déjà passablement compliquée, pour en faire une autre avec un peu plus de barreaux, d'échelons et de catégories ou sous-catégories.

Quarante milliards de francs vont être débloqués pour cette réforme, se vantent le gouvernement et les syndicats signataires. Mais il s'agit de 40 milliards étalés sur sept ans : pour plus de quatre millions et demi de fonctionnaires (sans compter les retraités), cela ferait tout juste quelques dizaines de francs par mois, en moyenne. En fait, il est juste prévu d'augmenter un peu le salaire d'embauche de la catégorie de fonctionnaires la plus basse (la catégorie D), qui passerait de 4 430 F à 4 573 F, et de relever un peu les fins de carrière, mais surtout celles des catégories les plus élevées.

Mais l'essentiel de la réforme prévue n'est pas là : son but est de modifier la grille de salaires des fonctionnaires, pour lui donner plus de souplesse, en supprimant peu à peu les grandes catégories qui imposaient de donner des échelles de salaires semblables pour les diverses catégories de fonctionnaires recrutés à des niveaux d'études semblables. Pour le gouvernement, cela permettrait surtout de pouvoir, quand c'est nécessaire, céder un peu à telle ou telle catégorie particulière, donner quelques francs par-ci, quelques francs par-là, tout en ne donnant rien à tous les autres.

Le gouvernement, en effet, a eu affaire l'an dernier à la grève des infirmières, auxquelles il avait fini par lâcher sous forme de primes une petite augmentation ; cet automne, c'était aux employés des impôts qu'il a eu affaire. Alors, en même temps que Rocard rappelle que, pour lui, il n'est pas question de revenir sur la politique d'austérité et d'accepter le moindre «dérapage» des salaires, il se donne le moyen de lâcher du lest, sans que cela fasse tache d'huile.

A cela s'ajoute une petite somme de 1,2 milliard de francs, qui est prévue pour pouvoir distribuer quelques augmentations à la carte, destinées officiellement à rémunérer une meilleure rentabilité, un petit service supplémentaire, ou une «responsabilité». Ainsi, non seulement on multipliera les catégories, déjà si nombreuses, mais en plus, au sein même d'une catégorie, on pourra avoir 5 ou 10 % de fonctionnaires accédant à une sorte de sous-catégorie dont les salaires grimperont un peu plus vite et un peu plus haut. Le système a déjà été introduit par Jospin dans l'enseignement (dans l'enseignement supérieur notamment) depuis l'an dernier. Question de diviser encore plus.

Pour les syndicalistes signataires, le système a aussi son avantage : c'est une façon de pouvoir déjà se féliciter d'avoir obtenu, dans un couloir de ministère, pour telle ou telle catégorie ou sous-catégorie, une petite augmentation. Ça va meubler maintenant les longues négociations, branche par branche, sur l'adaptation du nouveau projet de grille à chaque secteur de la fonction publique. C'est aussi, dans l'avenir, un argument de plus pour ne plus discuter que de revendications catégorielles, pour entretenir l'idée, malheureusement déjà trop répandue, qu'il vaudrait mieux ne revendiquer que pour soi, dès lors qu'on est «bac plus deux», qu'on a une petite spécificité, qu'on parle une langue étrangère, etc.

Le CGT pour sa part dénonce, et à juste titre, l'accord qui vient d'être signé. Mais elle le fait en grande partie au nom de la défense de la grille précédente, la sacro-sainte grille des fonctionnaires datant des lendemains de la «Libération».

C'est vrai que la nouvelle grille des fonctionnaires, bien loin d'être simplifiée comme prétend le gouvernement, va avoir encore plus de divisions et plus de barreaux que la précédente. Mais le problème n'est évidemment pas de savoir dans quelle grille il vaut mieux se laisser enfermer.

Car le problème des salaires est bien le même pour tous.

Olivier BELIN

La conférence de presse de Kaspar :

LE SERPENT DE MER DU REGROUPEMENT SYNDICAL

Pour sortir du marasme le syndicalisme français, et plus spécialement son syndicat, Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, a proposé la création d'un «Comité de coordination pour l'action syndicale en Europe» et demandé l'aide des pouvoirs publics pour financer une campagne de syndicalisation.

En fait d'idées neuves, on voit resurgir le vieux serpent de mer du regroupement syndical CFDT-FO-FEN-CFTC, excluant bien entendu la CGT, et le recours à l'aide de l'Etat pour aider les syndicats. Kaspar ne va pas jusqu'à demander que les cotisations syndicales soient prélevées directement sur la paie par l'employeur, comme cela se fait dans d'autres pays, notamment en Espagne. Mais il fait remarquer avec aplomb que *«les résultats obtenus par la syndicalisation profitent à tous les salariés»*, alors que *«seuls les syndiqués contribuent à son existence»*. *«Cette situation,* conclut-il, *est anormale»*. Et comme on ne peut quand même pas encore ici imposer la contribution syndicale obligatoire aux non-syndiqués, Kaspar demande aux pouvoirs publics – et donc à l'impôt – un petit coup de pouce pour aider les syndicats à persuader l'opinion publique de la nécessité et de l'efficacité de la syndicalisation !

Derrière tout cela, il y a bien sûr la situation organisationnelle, financière, matérielle des syndicats dans le pays. Sans donner de chiffres réels, Kaspar laisse entendre que, même s'il y a, pour l'instant, une petite remontée, la chute du nombre d'adhérents – et partant des rentrées d'argent dans la caisse – a été très importante. Il l'avoue pour la CFDT, mais les autres grandes centrales pourraient en dire autant : perte d'adhérents, de militants, de moyens, d'influence. Avec en plus, en France, une division syndicale importante entre plusieurs grandes confédérations et une foule de syndicats autonomes. D'où l'idée d'un Comité de coordination, l'Europe servant de prétexte à l'opération.

Seulement, pour se coordonner, il faut être plusieurs à le vouloir. Et si le projet d'une grande super-confédération réformiste destinée à faire échec à la centrale cégétiste, accusée d'être directement dépendante du Parti Communiste, n'a pas cessé de hanter les milieux patronaux et sociaux-démocrates depuis 40 ans, il n'a jamais pu voir le jour. Malgré ses déboires et ses reculs, la CGT reste le syndicat le plus implanté dans la classe ouvrière et, sans peine, le plus combatif. Et les autres centrales de quelque importance – comme FO ou la CGC – sont bien trop jalouses de leurs prérogatives pour sacrifier leur appareil et leur autonomie sur l'autel d'une unité qui lésera forcément les participants.

Bien sûr, Kaspar ne parle pas d'unité organique, mais d'une simple coordination. Malgré la nuance, il y a peu de chances qu'il puisse faire monter dans son bateau d'autres centrales que celles de moindre importance, comme la CFTC.

Ni l'exemple des trade-unions britaniques, ni celui des syndicats allemands, ni la «nécessité européenne» ne suffisent à surmonter les traditions politiques qui marquent le syndicalisme en France.

Si la crise du PCF et de la CGT n'évolue pas vers un émiettement dramatique – et cela reste bien peu probable –, le projet de Kaspar et ses nouvelles propositions viendront simplement s'ajouter à toutes les tentatives passées et seront vraisemblablement promises aux mêmes résultats...

Colette BERNARI

Case (Vierzon)

GRÈVE À LA CASE

Ph. Arc

La grève a commencé mercredi 7 février, à la chaîne de production, à la reprise de poste de l'après-midi, lorsque nous avons appris que l'usine de Saint-Dizier, après 9 jours de grève, avait obtenu 1,50 F d'augmentation de l'heure et une prime de vacances de 1 200 F.

Nous nous sommes regroupés à une dizaine, à la chaîne, et le mouvement est parti comme une traînée de poudre.

Il est vrai que la colère s'accumule depuis longtemps. Depuis des années, on nous demande de faire des efforts. La production est passée de 16 à 24 backoes, énormes engins de travaux publics qui se vendent de 35 à 80 millions de centimes. Et évidemment, la direction se félicite des bénéfices records . Elle annonce cette année une augmentation de 346% des bénéfices.

Le mouvement parti de la chaîne s'est étendu à la Peinture, à la Soudure puis à l'Expédition. Toute la production a été arrêtée.

Pour tenter de calmer les choses, la direction a annoncé qu'elle ajoutait 0,5% aux 3% d'augmentation prévus pour l'année et qu'elle donnait 600 F de prime de rentrée, et non plus 400 F.

Le directeur et le chef du personnel ont été obligés de venir s'expliquer et ils ont accepté de faire une réunion d'information payée le jeudi matin. Donc, à l'heure dite, nous nous sommes retrouvés face au directeur. Il s'est fait prendre à partie par de nombreux ouvriers : *"C'est toujours nous qui faisons des efforts", "ce que vous cédez ne correspond même pas à un tiers de backoe et on en fabrique 24 par jour"*. Toute la direction est partie et l'assemblée a alors voté unanimement les revendications : augmentation de 1,50 F de l'heure, une prime de vacances de 1 500 F, deux ponts payés.

L'après-midi de jeudi, les employés et la maîtrise se sont joints au mouvement, après s'être réunis. Il n'y avait plus un chat dans les ateliers et, à la cantine, le chef du personnel et le chef de la production se faisaient interpeller : *"Alors, vous n'êtes plus que deux à travailler ?"*.

Le vendredi, le mouvement a continué, les employés et la maîtrise réclamant en plus que les 1% distribués "au mérite" soient donnés à tous les employés et les chefs.

Après le week-end, lundi, l'assemblée du matin a revoté massivement la grève, les bureaux ont été envahis et la grève continuait. Un piquet était installé pour empêcher toute expédition.

Mardi 13, la grève était à nouveau votée.

Correspondant LO

Bordeaux

UN «FOYER POUR TOUS» BIEN MAL NOMMÉ

Le Foyer Pour Tous de Bordeaux est un foyer de jeunes travailleurs qui accueille une trentaine de résidents en ce moment. Ce foyer de garçons est tenu par des protestants très puritains.

Le dimanche 21 janvier le veilleur a surpris un résident dans sa chambre avec son amie. Or, le règlement stipule qu'il est interdit d'accueillir une personne étrangère dans sa chambre et qu'il y a pour les accueillir la salle de billard, à côté des bureaux administratifs, pour cela. Cela ne concerne pas que les étrangers(ères) au foyer, mais de fait aussi les autres résidents.

L'administration a décidé de l'expulser pour faire un exemple. Le lundi 29 janvier, le résident recevait une lettre exigeant son départ au plus tard le mardi 30. Entre-temps un autre résident surpris avec deux amies (un comble !) dans les escaliers était lui aussi mis en demeure de partir au plus tard dans les 15 jours.

Face à ces décisions révoltantes et d'un autre âge, dix résidents sont descendus dans le bureau du comptable pour protester contre les méthodes employées, réclamer l'annulation de l'expulsion et une entrevue le lendemain avec le président du foyer et toutes les personnes ayant participé à la décision.

Le mardi matin, grâce à cette intervention et à celle de la DASS que le résident était allé voir, l'expulsion était annulée. Il restera jusqu'à ce qu'il trouve un logement intéressant ; c'est ce que le résident souhaitait. En ce qui concerne l'autre résident, l'administration a reculé aussi : il devrait avoir seulement un avertissement.

Mais le problème serait maintenant d'imposer le changement du règlement !

Hôpital Sud (Pessac - Gironde)

L'HÔPITAL-BOÎTE À SARDINES

A l'hôpital cardiologique de Pessac, près de Bordeaux, comme un peu partout, les conditions de travail pour le personnel et les conditions d'hospitalisation pour les malades ne cessent de se dégrader. Cet hôpital à la pointe du progrès, où l'on pratique des greffes cardiaques, est depuis des années déjà trop petit pour accueillir les malades qui viennent de tout le Sud-Ouest.

Alors, régulièrement, des lits sont rajoutés dans les chambres, deux lits là où il n'en était prévu qu'un seul, trois où il n'y en avait que deux, et cela sans que les règles minimales de sécurité soient respectées. Les malades «rajoutés» n'ont pas de sonnette et sont donc dépendants de leurs voisins pour appeler le personnel. Dans les chambres où on rajoute un troisième lit, on ne peut alors quasiment plus passer et encore moins rentrer des chariots ou du matériel. Si un des malades fait un malaise grave, ce qui n'est pas rare dans ces services, il faut alors dégager les deux autres lits avant de réanimer.

Et bien évidemment, quel que soit le nombre de malades en plus, le personnel reste le même, ou bien diminue comme en ce moment, du fait des absences non remplacées.

Il y a bien quelques services où ces pratiques de lits supplémentaires sont moins fréquentes, en particulier à un étage où un malade était mort il y a quelques années sans avoir pu appeler, faute de sonnette. La réaction du personnel, qui avait dénoncé l'«accident», entre autres dans la presse, a sans doute incité les responsables à plus de prudence et convaincu le personnel de son bon droit à s'opposer à de telles pratiques.

Mais si on y double plus rarement les chambres, les délais d'hospitalisation sont aussi plus longs, puisqu'il faut attendre que des lits se libèrent. Et les 28 lits de cardiologie que la direction a ouverts l'an dernier (aux dépens d'autres spécialités) sont bien loin d'avoir réglé le problème.

Et voilà comment dans un hôpital moderne, où on utilise les techniques les plus performantes, on entasse les malades en dépit des règles élémentaires de sécurité et avec un personnel insuffisant pour assurer des soins corrects !

Correspondant LO

Saint-Denis - 93

Collège Jean-Lurçat

RECUL TOTAL DU RECTORAT APRÈS 4 JOURS DE GRÈVE

Jeudi 1er février, nous avons appris que le rectorat de Créteil avait arbitrairement décidé de muter la conseillère d'éducation – une auxiliaire à plein temps – pour la remplacer par un mi-temps ! Cette façon de disposer d'une auxiliaire comme d'un pion scandalisait les 30 enseignants du collège, d'autant plus qu'une conseillère d'éducation à temps complet est indispensable.

Mardi 6, une délégation parents-professeurs est allée porter une pétition (signée par tout le personnel) au rectorat pour exiger le retour de notre collègue. Mais nous nous sommes heurtés à un mur : le «matelas» financier ne permettait soi-disant pas un temps complet au collège.

Mardi midi, nous votions à l'unanimité la grève reconductible : 100 % de grévistes de mardi à vendredi. Tout était décidé démocratiquement en assemblée générale.

Jeudi soir, en présence de 60 parents (nous avons recueilli 160 signatures de parents d'élèves) nous décidions une manifestation au rectorat pour le lendemain. Le lendemain donc, après une heure de siège, nous avons finalement été reçus par un chef de division. Celui-ci nous annonçait, un peu piteusement, qu'il allait faire revenir notre collègue dès la semaine suivante.

Ainsi, après 4 jours de grève, le «matelas» s'est soudainement rembourré et le rectorat a totalement revu sa copie.

BNP

PAS DE QUITUS POUR LA DIRECTION

A l'issue de leur huitième ou neuvième semaine de grève pour beaucoup, la dernière centaine d'employés de la BNP, qui étaient encore en grève de 24 heures reconductibles ce mercredi 14 février, ont décidé qu'ils reprendraient le travail au plus tard le lundi 19 février (sauf changement d'avis lié à une volonté plus générale de développer le mouvement). Ils ont bien précisé qu'il ne s'agissait pas pour eux de donner un quitus à la direction de la BNP qui a refusé de rouvrir les négociations au niveau central. Ils ont même affirmer que leur remontée dans les bureaux allait de pair avec un appel à participer à toutes les manifestations mettant en cause la politique des banquiers.

L'attitude de la direction, qui campe sur ses propositions dérisoires tant pour les salaires que pour le paiement des jours de grève, continue de susciter la colère des grévistes les plus déterminés comme de tous ceux qui rejoignaient le mouvement dans les temps forts. Et l'on sent que le calme est loin d'être acquis. Si quelque chose ressoude bien facilement l'unité de tous, c'est la rage contre Thomas et Lapomme.

La semaine écoulée aura en tout cas été riche en événements révélateurs des comportements des uns et des autres.

Pendant que les syndicats signataires de l'accord pourri de fin janvier (à savoir la CFDT, le SNB, FO et la CFTC) continuaient d'adopter un profil bas face aux grévistes, on a vu la CGT se livrer à un subtil double jeu fort significatif.

En même temps que ce syndicat ne faisait rien ni pour relancer le mouvement en province, ni pour étendre les 24 heures reconductibles en Agences, il s'employa à casser en douceur cette dernière forme de lutte dans les Centraux, tout en laissant la responsabilité d'un vote de reprise - dont les grévistes ne voulaient pas entendre parler malgré l'usure du mouvement - au Comité de grève que les dirigeants de la CGT considèrent depuis le début comme leur alibi démocratique.

Tentatives de réunions secteur par secteur, où les grévistes se sentaient plus isolés et où les responsables de la CGT se sentaient plus à l'aise pour préconiser la reprise, allaient de pair avec des discours de jésuites en Assemblée générale qui, sous couvert d'une vague poursuite de l'action éludaient le problème de la grève de 24 heures.

Les effets démoralisants de cette attitude furent d'autant plus difficiles à surmonter que deux des dirigeants du Comité de grève qui jusque-là étaient de ceux qui donnaient un caractère démocratique à la grève, acceptèrent de faire ce que la CGT n'osait pas faire : alors qu'une manifestation était prévue pour le mardi 13 février, alors qu'il existait chez les grévistes une volonté d'aller jusqu'au bout des possibilités et que plusieurs tentatives de vote pour la reprise avaient échoué, ces dirigeants manœuvrèrent pour essayer d'imposer que la reprise se fasse le lundi 12. Il existait aux côtés des grévistes décidés à ne pas craquer des membres du Comité de grève opposés à cette façon d'enterrer leur mouvement. Le lundi, ce fut un incessant va et vient entre les bureaux et les salles d'A.G., des grévistes retournaient au travail pour se remettre aussitôt en grève et lors de l'assemblée générale Centraux-Agences quelques vérités furent dites qui visiblement touchèrent la CGT puisqu'elle finit par appeler à la manifestation du lendemain. Mais le plus curieux fut sans doute de voir comment certains responsables du Comité-Agences, qui s'étaient montrés soucieux de préserver contre vents et marées une unité syndicale depuis longtemps en morceaux, prirent la mouche dès que des vérités sur l'attitude des uns et des autres étaient dites aux employés présents. Ils allèrent même jusqu'à imposer le lendemain qu'une seule prise de parole - la leur - ait lieu... pour éviter le moindre débat.

Lors de cette manifestation du mardi 13, manifestation combative certes, mais grosse de quelque 700 personnes seulement, le sentiment d'être dans une impasse était partagé par la minorité d'employés en grève de 24 heures reconductibles dans les Centraux et les Agences qui n'avaient pas voulu lâcher prise tant que la perspective de cette manifestation existait.

Aujourd'hui après huit ou neuf semaines de grève, les grévistes les plus déterminés, qui ont décidé de cesser la grève de 24 heures, ont un peu le sentiment - comme on dit - d'avoir perdu une bataille, mais pas la guerre. Cette grève minoritaire mais déterminée était pour beaucoup de ceux qui n'avaient pas vécu la grève de 1974, la première grève importante où ils faisaient l'expérience des syndicats dans les luttes. Et beaucoup pensent sincèrement que même si l'addition est lourde, ils n'ont certainement pas perdu leur temps.

Correspondant LO

Jeumont-Schneider Transformateurs (Lyon)

Photo ARC.

POUR LES SALAIRES LES DÉBRAYAGES CONTINUENT

Le conflit a débuté au milieu du mois de décembre lorsque la direction a annoncé 2% d'augmentation générale pour 1990. Proposition choquante, alors que dans le même temps Pineau Valencienne, le PDG du groupe Schneider auquel appartient l'usine, annonçait qu'il prévoyait que les bénéfices du groupe allaient passer de 850 millions en 1989 à 1 milliard de francs en 1990.

Depuis, les débrayages quotidiens se poursuivent à l'appel des trois syndicats de l'usine. En général cela dure 30 minutes au cours desquelles 3 à 400 salariés se retrouvent devant ou dans les bureaux de la direction pour y crier leur ras-le-bol et exiger des augmentations de salaires dignes de ce nom.

Mais le jeudi 1er février a été une journée particulière. Le personnel ayant décidé de mettre le directeur «à pied pour une journée», nous nous sommes relayés au portail pour l'empêcher de rentrer dans l'usine. Et entre 11 heures et 13 heures tout le monde a pu se restaurer de merguez ou de saucisses grillées, sur le trottoir devant l'usine, et c'était plus sympathique que la cantine !

Jeudi 8 février, la circulation des véhicules à l'entrée de l'usine était de nouveau bloquée toute la journée par les grévistes qui se sont relayés devant le portail.

La direction a beau multiplier les constats d'huissiers et autres tentatives de démoralisation, les débrayages continuent.

Correspondant LO

PTT

SYNDICALISTES DE LILLE SANCTIONNÉS

Le conseil de discipline réuni pour juger les sept postiers du centre de tri de Lille-Lezennes, militants du syndicat SUD (syndicat créé par des exclus de la CFDT), que la direction accusait d'avoir séquestré le directeur départemental (ce n'était qu'une provocation du directeur en question qui s'était lui-même volontairement enfermé dans son bureau) a siégé toute la semaine dernière. Un rassemblement de postiers avait eu lieu, le jour de l'ouverture, mardi 6, devant le ministère pour protester contre les sanctions.

Au conseil les représentants syndicaux ont voté contre toute sanction. Les représentants de l'administration ont voté, eux, 6 mois de mise-à-pied ferme, plus dix-huit avec sursis et la mutation dans un autre centre PTT pour deux des militants, la mutation dans un autre centre pour trois autres, un blame pour le sixième ; le dernier a été acquitté.

Le vote sur ces sanctions s'étant donc partagé moitié moitié, (le conseil de discipline est composé pour moitié de représentants du personnel pour moitié de représentants de l'administration), c'est l'administration qui a le dernier mot, puisque c'est le ministre qui tranche. Celui-ci peut donc soit décider la sanction votée par ses représentants au conseil de discipline, soit éventuellement l'atténuer. Et le syndicat SUD veut organiser une campagne auprès de personnalités pour faire reculer le ministère.

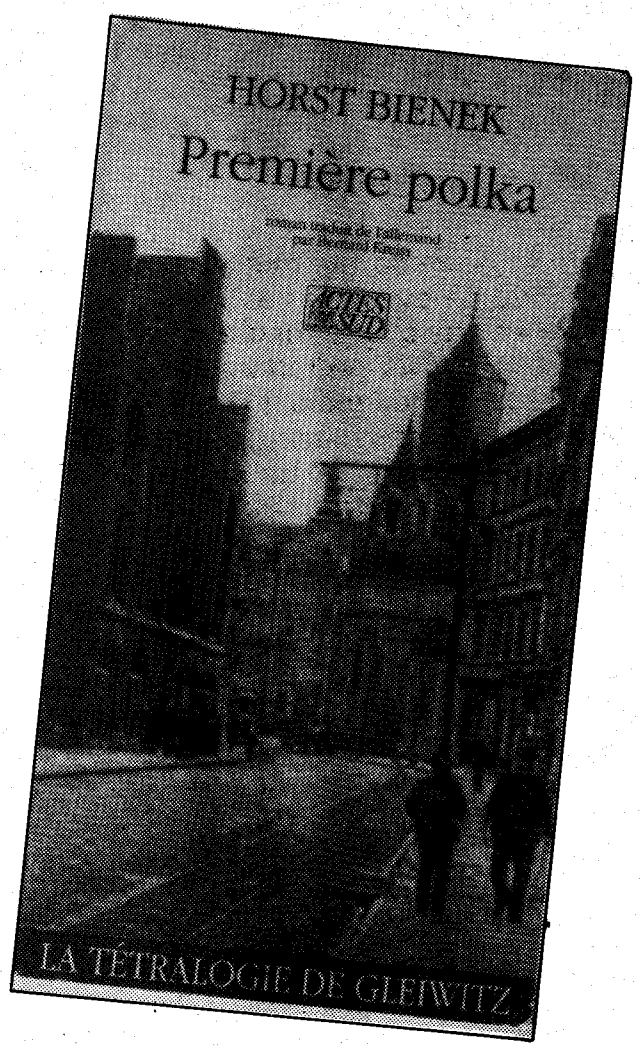
Mais les revendications, sur les conditions de travail, les effectifs qui sont insuffisants, les salaires, n'ayant pas été satisfaites, ils n'en ont peut-être pas fini pour autant avec les postiers de Lille.

Correspondant LO

"PREMIERE POLKA"

de Horst Bienek

Le premier chapitre de *Première Polka* est déconcertant. L'auteur décrit longuement une femme, Valeska, qui s'éveille, se lave, se peigne, fait sa prière, en se laissant peu à peu envahir par ses soucis. Son mari, qui tousse dans la chambre voisine, est en train de mourir. Elle doit organiser le mariage de sa fille, un mariage décidé en toute hâte et auquel elle est opposée, mais qu'elle veut cependant célébrer avec faste. Il y a les terrains qu'elle a vendus pour faire face à cette dépense. Et il y a aussi cette question : quand est-ce que la guerre va commencer ?



Horst Bienek raconte en effet, dans *Première Polka,* les deux journées de la fin d'août 1939 qui précédèrent l'entrée des troupes allemandes en Pologne, à Gleiwitz, une ville de la partie allemande de la Haute-Silésie, située près de la frontière. Les troupes campent sur la grand-place, l'état-major occupe le grand hôtel de la ville. Tout le monde écoute la radio.

Cette Haute-Silésie, autant polonaise qu'allemande, avait été partagée entre la Pologne et l'Allemagne en 1921, à l'issue de combats entre les nationalistes pro-polonais de Korfanty et les corps francs allemands. Les habitants de la région de Gleiwitz continuaient, en même temps que l'allemand, à parler le polonais, jusqu'à ce que ce soit interdit. Ils se sentaient, à part peut-être les plus jeunes enrôlés dans les organisations du Parti Nazi, plus «Hauts-Silésiens» qu'Allemands.

Valeska Piontek est une petite bourgeoise, professeur de piano. Elle spécule sur les terrains, sous l'égide de son frère Willi, qui s'est fait une clientèle en tant qu'avocat spécialisé dans l'indemnisation des propriétaires allemands chassés de la partie de la Haute-Silésie rattachée à la Pologne.

A travers eux, et tous ceux qui gravitent autour d'eux, on a une idée de ce que pouvait être le sentiment national haut-silésien, ce sentiment qu'on avait de la famille de l'autre côté de la frontière, une idée aussi de ce que pouvait être l'influence de la hiérarchie catholique. Et on voit surtout le poids qu'avait pris le Parti Nazi («le Parti»), et le fatalisme avec lequel tout le monde attendait la guerre.

En contrepoint aux allées et venues de Valeska, quelques chapitres sont consacrés à l'un de ses voisins, Montag, un demi-Juif, à la biographie du nationaliste Korfanty qu'il est en train d'écrire et à la sympathie que l'auteur commence à éprouver pour son personnage.

A la fin des deux journées que couvre le roman, Valeska aura marié sa fille, et la guerre aura commencé. Entretemps, son voisin Montag se sera suicidé, son fils se sera enfui après avoir tué, par accident, un adjudant qui violait son amie. Et le lecteur commencera à comprendre dans quel état d'esprit un certain nombre des habitants de Gleiwitz ont abordé la guerre.

Première Polka est un roman assez difficile à lire, car l'auteur distille au compte-gouttes au lecteur ce qu'il lui faut savoir du passé pour comprendre le présent, au fil des réminiscences de ses personnages. D'autre part on a aussi le sentiment que l'auteur (né à Gleiwitz en 1930, auteur est-allemand, élève de Bertolt Brecht, condamné aux travaux forcés en Sibérie par le gouvernement de la RDA, avant d'être gracié en 1956) fait la part un peu belle aux Hauts-Silésiens. Il y en a certes qui profitaient du régime nazi, d'autres qui voulaient la guerre mais, bizarrement, aucun de ses personnages n'est réellement compromis avec le régime nazi...

Mais c'est, tous comptes faits, un roman qui ouvre au lecteur français des horizons nouveaux : sur des problèmes nationaux peu connus en général ici, et sur une période au sujet de laquelle on continue bien souvent à se poser la question : comment pouvait-on accepter ce qui se passait sous le nazisme ?

Eh bien, Horst Bienek le montre, on pouvait l'accepter très simplement, en restant replié sur ses occupations ordinaires, à condition de ne pas se poser trop de questions, de ne pas se demander pourquoi les Juifs disparaissaient, pourquoi on devait faire la guerre à la Pologne, pourquoi on devait accepter que ses enfants passent leur temps dans les mouvements de jeunesse nazis, par exemple. Si simplement qu'on imagine très bien comment ici, en France, on pourrait vivre des situations analogues, la majorité des gens continuant tout un temps à vaquer à leurs occupations quotidiennes, à peine troublées par les nouveaux maîtres.

Un roman intéressant, dont on attend la suite, *Première Polka* n'étant que le premier volume de *La tétralogie de Gleiwitz* dont l'éditeur va poursuivre la publication.

Première polka de Horst Bienek Ed. Actes Sud – 350 pages – 148 F.

Réédition en collection de poche

"LA TROISIEME BALLE"

de Léo Perutz

Perutz entreprit ce roman, publié à Vienne en 1915, alors que, lieutenant, il venait d'être mobilisé dans la Première Guerre mondiale, où il fut grièvement blessé, comme le héros de son récit. Mais le récit se passe en 1519, lors de la guerre entre les conquistadors espagnols et les Aztèques, au Mexique. La guerre n'est pas le seul rapport entre cet étrange récit plutôt amer et l'histoire de l'Europe contemporaine de Perutz.

Pourtant ce roman est au premier abord une chronique précise, historique, vraie, du monde du 16e siècle, avec en toile de fond la guerre des paysans allemands, la lutte pour la Réforme contre l'Eglise et l'Inquisition et, au premier plan, les conquêtes de la monarchie espagnole au Nouveau Monde. Ces conquêtes qui assurèrent, la domination de l'empereur Charles Quint et avec lui de l'Eglise catholique sur l'Ancien et le Nouveau Monde.

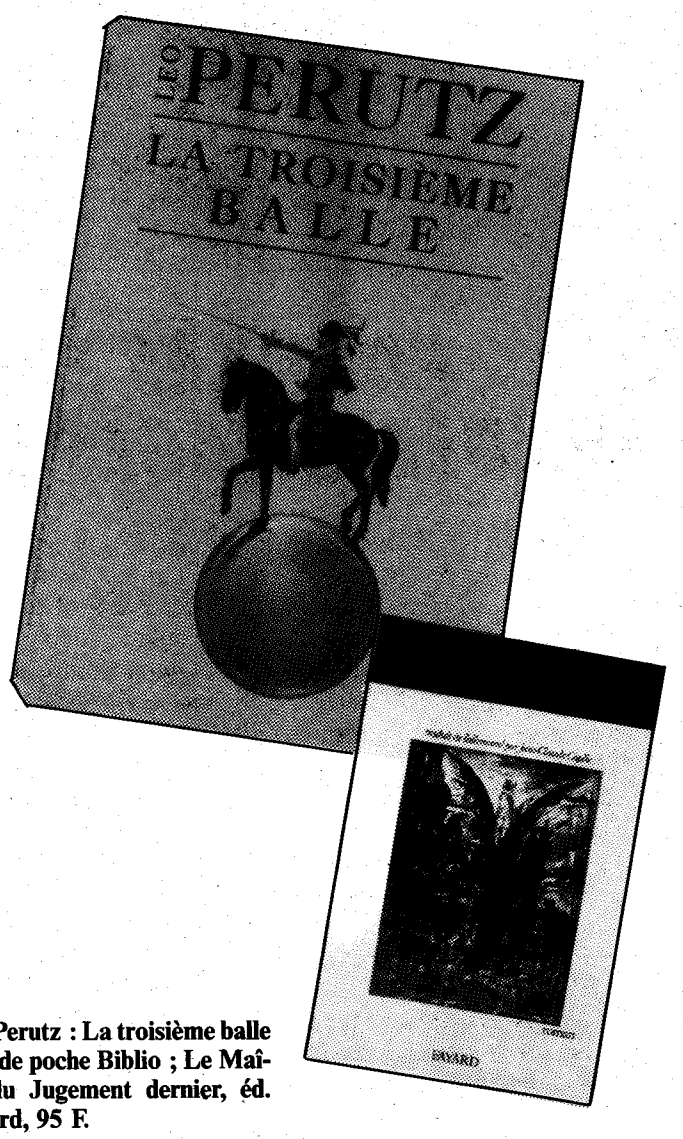
Mais, comme les autres romans de Perutz (notamment *Le cavalier suédois,* paru aussi en même collection), c'est un roman insolite, fantastique, avec ses retournements, un suspense et aussi une très large place faite à l'imagination... du lecteur. Ecrit à la façon d'un chronique, précise, ciblée, le réel et imaginaire ne cessent pourtant de se dédoubler.

Car le héros est victime d'un curieux destin. C'est un noble allemand, au tempérament fier et généreux. Acquis aux idées de la réforme, partisan de Thomas Munzer, c'est un rebelle qui se bat contre la dictature de l'Eglise. Pour avoir osé critiquer le pouvoir temporel des prêtres, il part en exil au Nouveau Monde et là s'engage aux côtés des Aztèques, dupés, pillés, massacrés par les Espagnols de l'armée de Cortès.

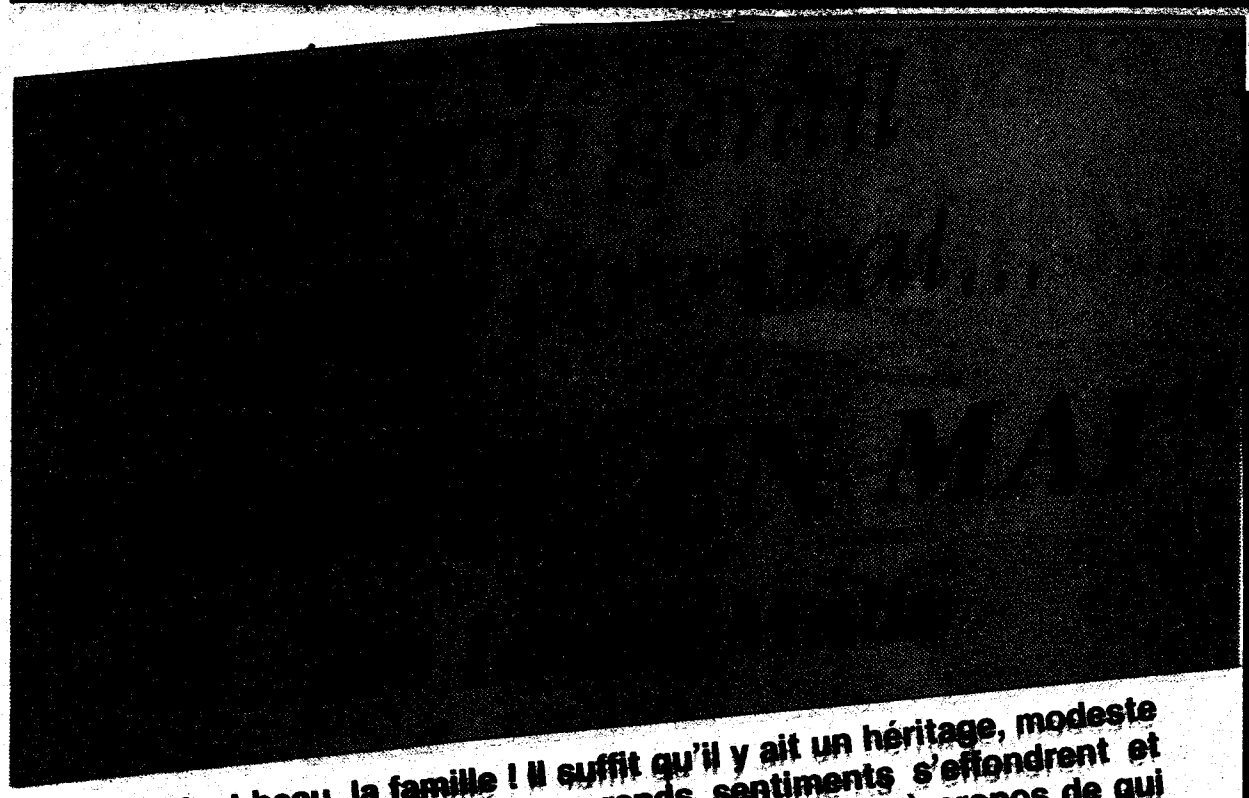
Mais n'est-ce pas lui aussi qu'on retrouve, comme frappé d'amnésie et réduit à un état quasi servile, enrôlé dans les troupes de Charles Quint, c'est-à-dire dans le camp ennemi ? L'histoire connaît de curieux retournements. Perutz ne fait aucun rapprochement avec 1914 et la trahison des principaux dirigeants sociaux-démocrates, enrôlés au service de la guerre impérialiste, transformés en valets de leurs pires ennemis. Mais comment ne pas y songer ?

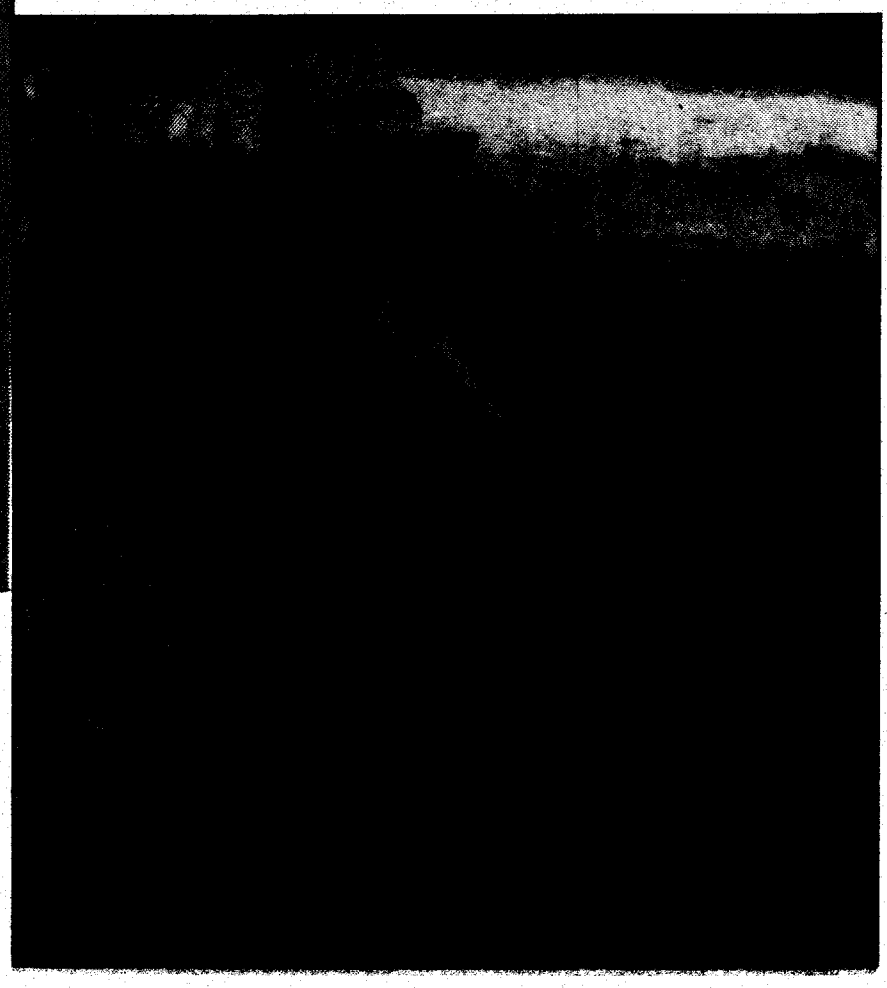
Signalons un autre roman du même auteur, *Le Maître du Jugement dernier,* publié récemment aussi. Ecrit en 1909, celui-ci est une histoire fantastique qui plonge ses personnages, des Viennois du 20e siècle, aux sources de la Renaissance italienne. Cela se lit agréablement, mais c'est moins bouleversant toutefois que le premier récit.

Cécile BERNIER



Léo Perutz : La troisième balle livre de poche Biblio ; Le Maître du Jugement dernier, éd. Fayard, 95 F.





Ah, c'est beau, la famille ! Il suffit qu'il y ait un héritage, modeste tout compte fait, pour que les grands sentiments s'effondrent et laissent place à des calculs, des réactions sordides à propos de qui aura quoi, combien, comment. Et Louis Malle, le metteur en scène de ce film, semble en connaître un bout sur ce sujet !

Les événements de mai 1968 composent la toile de fond de cette chronique familiale ouverte par la mort de la mère de Milou. La grande maison de famille, sise dans un coin perdu de campagne splendide, est alors envahie par le frère de Milou, sa fille, sa nièce, les enfants, petits-enfants, voisins, amis sincères ou hypocrites, qui viennent visiter la morte ou participer au partage de ses biens. Et tandis que la radio égrène les nouvelles des manifestations parisiennes, exalte les grandes idées de générosité et de liberté, Miou-Miou, qui campe la fille de Milou-Piccoli, entreprend d'organiser sans tarder, et surtout sans faire de sentiment, le partage de l'héritage de sa grand-mère. Cette grande maison, qui tombe un peu en ruines, pourrait encore se vendre un bon prix. L'argenterie et les meubles aussi, de même que ce tableau de maître... s'il n'avait été bêtement vendu pour réparer la toiture ! Miou-Miou ne cache certes pas sa volonté de transformer en espèces sonnantes les souvenirs d'enfance de son père. Mais tous ceux qui l'entourent – Milou et les enfants mis à part – ne valent guère mieux, qui participent allègrement au dépouillement de la maison.

Louis Malle ne croit visiblement pas beaucoup à la solidité des sentiments devant l'appât d'un gain. Et pourtant, la maison ne sera pas vendue et Milou aura presque le dernier mot. Tous ceux qui ont envahi son domaine avec l'idée de le dépecer ne sont pas aussi méchants et rapaces qu'ils le paraissaient à leur arrivée. Un peu ridicules, un peu dérisoires, un morceau du pécule de la morte dans leurs bagages, ils repartiront tous vers leur vie bien réglée de bourgeois de province ou vers celle, plus dissolue, de petits-bourgeois paumés. Et Milou restera seul dans sa grande maison vide, tandis que les derniers éclats de Mai 68 s'éteignent à Paris.

Cette histoire d'héritage ne pouvait pas être jolie-jolie. Mais, avec en contrepoint les événements de mai 1968 et de temps en temps un grain de folie, Louis Malle en fait un hommage ironique à la générosité et au désintéressement !

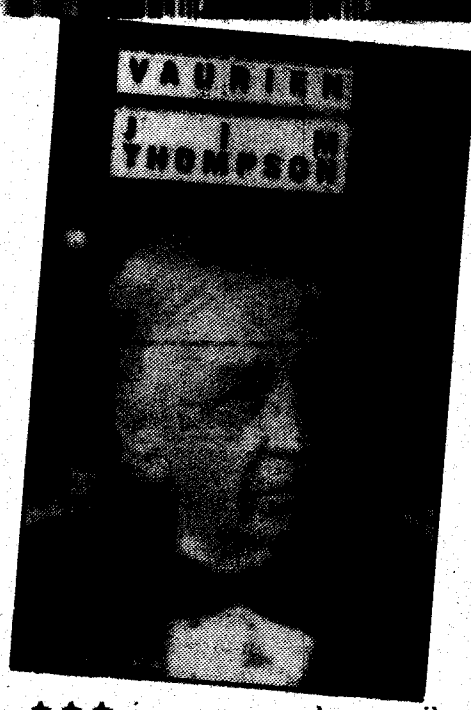
L.P

lire

Réédition en collection de poche

"VAURIEN" de Jim Thompson

"RETOUR A LA VIE" de David Goodis



***Vaurien*, de Jim Thompson, et *Retour à la vie*, de David Goodis, rééditées par la collection Rivages-Noir, ont en commun d'être des romans, plus ou moins autobiographiques, écrits par des auteurs relativement connus de romans policiers.**

La famille de Jim Thompson a vadrouillé, entre les deux guerres mondiales, à travers une bonne partie des Etats-Unis, se réfugiant au Nebraska, chez les beaux-parents, quand les affaires allaient trop mal, passant sans cesse de périodes de vaches maigres à des périodes de relative aisance. C'est presque une Amérique d'image d'Epinal qui est racontée là, avec ses autodidactes (comme son père qui passe par correspondance ses examens de droit), avec ses hommes et ses femmes durs à la peine, qui trouvent toujours quelque chose à faire, et pourtant, bien souvent, d'une naïvité à toute épreuve. Le père de Jim Thompson, ses oncles, lui-même, avant de pouvoir vivre de sa plume, ont exercé successivement les métiers les plus divers, homme de loi, fermier ou quincaillier, groom et journaliste, etc. Cela donne un aperçu des mœurs qui pouvaient régner dans ces diverses professions.

Les situations difficiles sont décrites d'une manière imagée et drôle, poignantes parfois – comme la mort du père de Jim Thompson. L'auteur a promis de le faire venir auprès de lui. Mais il n'a pas d'argent. Et son père mourra deux jours avant qu'il ait obtenu d'un éditeur l'avance qui lui aurait permis de tenir sa promesse.

Retour à la vie, le roman de David Goodis, montre une autre face des Etats-Unis d'avant la Seconde Guerre mondiale : celle de petits bourgeois qui, eux, ont en quelque sorte leur place toute faite dans la société. Seulement, cela ne leur suffit pas.

Le personnage principal du roman tombe amoureux d'une jeune femme rencontrée par hasard. Elle a quitté sa riche famille pour vivre avec un homme de gauche, parti se battre en Espagne. Elle travaille et vit comme une ouvrière en l'attendant. L'un de ses amis a décidé d'aller mettre ses talents d'aviateur au service des nationalistes chinois, contre les Japonais. Par esprit d'aventure, dit-il ; mais on peut constater qu'il a quand même choisi son camp. Ceux qui survivent finissent par trouver un certain bonheur – dans le roman en tout cas.

Retour à la vie évoque avec subtilité et mélancolie les désarrois, les interrogations de ces jeunes gens qui, dans cette Amérique à nouveau prospère des années qui ont juste précédé la Seconde Guerre mondiale, s'occupaient en priorité d'eux-mêmes et de leurs propres sentiments, mais étaient quand même sensibles à ce qui passait dans le monde.

★ ★ ★

L'auteur de *Retour à la vie* s'attarde sur les sentiments de ces personnages. Il a l'art de créer une ambiance, à laquelle on se laisse prendre.

L'auteur de *Vaurien* est plus direct, racontant avant tout des faits, sans trop épiloguer sur eux, décrivant les hommes et les femmes par leurs traits les plus saillants. Mais ces deux romans, chacun à sa manière, montrent quelques-unes des facettes des Etats-Unis d'avant-guerre. Et ils sont écrits par des auteurs qui, nécessité du genre policier oblige, ont l'habitude «d'accrocher» le lecteur !

Sylvie FRIEDMAN

Vaurien* de *Jim Thompson*, *345 p., 49 F.
Retour à la vie* de *David Goodis*. *Coll. Rivages/Noir.

"LE CAPITALISME, C'EST LA LIBERTÉ"...

POUR QUELQUES RICHES DE S'ENRICHIR AU DÉTRIMENT DES PAUVRES

Certes, les pays riches connaissent des classes dorées, oisives, qui coulent des jours paisibles sur toutes les Rivieras du monde. Mais en même temps ces pays qu'on dit riches, démocratiques, prospères, connaissent avec la crise économique une accentuation critique des inégalités sociales. Quelques faits, cités par Claude Julien dans le *Monde Diplomatique* de février, en disent plus long que des discours sur le sujet.

Rafael Wollmann / GAMMA

«Halte à la hausse des prix». La crise en Argentine provoque l'hyper-inflation.

En France, les revenus du capital (actions, obligations ou loyers) ont plus que doublé entre 1982 et 1986. Pourtant, dans la même période, non seulement il arrive qu'on «naisse pauvre», mais on «devient pauvre» et de plus en plus souvent. En Grande-Bretagne, pays voisin et proche à plus d'un titre, la misère a fait mourir en un seul hiver 400 enfants de moins d'un an. Pourtant, qui parle de catastrophe ? Cela passe même inaperçu. Nous n'avons pas vu d'organisations caritatives proposer l'adoption de petits Anglais miséreux.

Au Canada, ce sont 20 000 personnes qui se nourrissent à la soupe populaire, contre 5 600 il y a cinq ans. Quant aux USA, champions s'il en est du capitalisme, la nouvelle industrie qui se développe, c'est celle des faillites. 159 faillites en 1986 pour 12,7 milliards de dollars, et 133 seulement en 1989, mais pour une valeur de 70 milliards de dollars. Ces faillites signifient chômage, destructions de toute sorte, mais c'est une aubaine pour les firmes spécialisées dans le montage de catastrophiques restructurations pour lesquelles elles sont grassement rémunérées. Faut-il s'étonner si la criminalité a progressé de 151% dans le même temps à Washington : il y a cinq ans on enregistrait 148 meurtres à l'année, contre 372 maintenant.

Voilà pour la vitrine du capitalisme !

Mais les bourgeois des pays capitalistes avancés ne pillent pas que les richesses produites dans leur pays. C'est cela l'apanage du système capitaliste : il permet aux financiers établis à New York, Tokyo, Londres ou Paris d'exploiter la planète entière.

Car ce ne sont pas simplement les dictatures en place dans les pays arriérés qui les rongent jusqu'au sang. Pour preuve, Claude Julien cite un certain nombre de ces pays qui ont pourtant connu récemment l'écroulement de la dictature. Ainsi il est notoire que Marcos, aux Philippines, s'était enrichi grâce aux bailleurs de fonds occidentaux, pas si regardants que cela à l'emploi qu'il faisait de leur argent. Mais, depuis 1986, les prêts de capitaux se font plus rares et Mme Aquino annonce un déficit deux fois plus élevé en 1989 qu'en 1988. L'Argentine, elle, continue à rembourser la dette (60 milliards pour un produit brut de 76 milliards), une dette dont les trois quarts datent de la dictature aujourd'hui renversée et les zones de pauvreté s'étendent.

Au Brésil, chaque année 300 000 enfants meurent avant l'âge d'un an. Mais les intérêts de la dette continuent à être versés, soit l'équivalent de 266 millions de salaires au minimum vital, ou encore de la construction de 81 700 salles de classe ou encore de logements pour 30 millions de personnes.

Au Mexique, le premier pays à annoncer qu'il ne pouvait plus faire face aux obligations de la dette en 1982, en dix ans le pouvoir d'achat au minimum vital a chuté de moitié. Un salarié au minimum vital travaillait trois quarts d'heure pour acheter une livre de poulet il y a dix ans : aujourd'hui il lui faut 3 h 1/2. Et il lui faut 30 minutes de travail pour une livre de pommes de terre contre 20 minutes en 1982.

Voilà pour les chantres du capitalisme, ceux qui voudraient nous faire croire que le capitalisme c'est le meilleur des mondes, qu'il représente l'avenir de l'humanité ! Comme si un tel système d'inégalité, d'exploitation, ne pouvait engendrer l'espoir dans un monde meilleur ; comme si les pauvres de ce monde ne pouvaient espérer lutter pour mettre en place une société plus juste, débarrassée de l'oppression, de la dictature du fric ne pouvaient espérer, enfin, en une société fraternelle, où toutes les richesses seraient gérées en commun en fonction des intérêts de la majorité, où l'abondance serait enfin la règle pour tous... autrement dit espérer en une société réellement communiste !

Tant que le spectre de la crise, des inégalités, de la misère organisée régnera, un autre spectre hantera ce vieux monde : celui du communisme.

C.B.

Blocage des salaires, interdiction des grèves

LE SOCIALISME SUÉDOIS À L'ŒUVRE

Le gouvernement suédois va présenter jeudi 15 février devant le Parlement son plan d'austérité : blocage immédiat des salaires jusqu'au 31 décembre 1991. En plus, il envisageait dans un premier temps, rien moins que l'interdiction pure et simple du droit de grève.

Bien sûr, le gouvernement promet pour la même période le blocage aussi des prix, des loyers et des impôts. Les prétendus blocages des prix, on sait bien ici ce que ça vaut. Quant aux impôts, le gouvernement suédois peut bien se permettre de les bloquer aujourd'hui : il les a augmentés il y a à peine plus d'un mois. Et de la façon la plus injuste, puisqu'il a décidé de diminuer les impôts directs, favorisant ainsi les hauts revenus, alors qu'il augmentait les impôts indirects à la consommation qui touchent plus gravement les gens qui ont de petites ressources : en effet la réforme fiscale qui est entrée en vigueur le 1er janvier doit, dans le courant de l'année 1990, augmenter les taxes à la consommation de 15% ; quant au prix de l'essence, il doit passer tout simplement de 1,50 F le litre à 6 F au cours de l'année.

Le projet gouvernemental, y compris le projet d'interdiction du droit de grève, a eu l'approbation de la grande centrale syndicale. Car la Suède c'est le pays modèle du consensus, le pays modèle des Rocard et des Kaspar, où périodiquement, sous la houlette du gouvernement social-démocrate, syndicats et patrons négocient les miettes qu'on accorde pour l'année aux travailleurs. Après quoi, accord signé entre patrons et syndicat, le syndicat est chargé d'imposer le respect de sa signature en empêchant les grèves. Et gare au militant syndical local qui se laisse prendre à participer à une grève : la grève n'est pas interdite, mais le syndicaliste peut être licencié pour n'avoir pas assumé ses responsabilités.

Seulement voilà, ces derniers mois la Suède a connu une série de grèves, plus ou moins sauvages d'après le journal *Le Monde,* notamment dans les banques depuis le 29 janvier. Et comme deux précautions valent mieux qu'une, le gouvernement suédois, pour imposer son blocage des salaires, semble préférer ne pas se fier au seul rôle de frein que joue d'ordinaire la bureaucratie syndicale. Mais le gouvernement social démocrate ne dispose pas actuellement d'une majorité absolue au Parlement. Et face aux députés de droite, il pourrait être mis en minorité si les députés communistes et écologistes votaient contre lui. C'est donc pour obtenir le vote des communistes qu'il a reculé sur l'interdiction du droit de grève, proposant seulement maintenant une clause d'arbitrage obligatoire en cas de conflit. Mais il n'a pas reculé sur le blocage des salaires.

Olivier BELIN

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995